

Étude de base pour les moyens d'existence et la sécurité alimentaire
Méthodologie HES - Aout 2017

« Programme d'Amélioration de la Résilience des Populations Vulnérables de 15 Villages de la Commune Rurale de Kiéché face aux Vulnérabilités Sous-jacentes et au Changement Climatique »



Photo : session groupe focale socio-économique dans un village de la commune de Kiéché

Croix-Rouge Britannique
Andra Gulei
Jacqueline Frize

Croix-Rouge Nigérienne
Yayé Mounkaila
Ali Hassanne
Taher Wassiri
Yazi Tassao Amadou

Croix-Rouge de Belgique
Bruno Malbrouck

Contenu

1.	Introduction	3
2.	Méthodologie.....	7
3.	La Croix-Rouge dans la région	12
4.	Description de la zone d'intervention.....	12
5.	Description des moyens d'existence et les groupes socio-économiques de la zone d'étude	14
6.	La disponibilité d'aliments à l'échelle locale.....	20
7.	L'accès au crédit et la vie associative	27
8.	La sécurité économique des ménages	32
9.	L'accès et pratiques aux services de santé des villages	44
10.	Conclusion sur la sécurité alimentaire et les vulnérabilités des ménages	49
11.	Recommandations	50
12.	Annexes (en document apart)	51

Remerciements

Les rédacteurs de ce rapport remercient toutes les personnes qui ont permis que ce travail puisse être effectué. Nous remercions les femmes et les hommes des villages de la commune de Kieché pour leur temps et leur accueil qu'ils nous ont réservé. Nous remercions également les autorités locales pour les informations transmises. L'équipe remercie le Président de la Croix-Rouge Nigérienne pour son appui constant pendant cette étude et d'avoir mis à disposition le personnel nécessaire pour sa réalisation. Enfin, nos remerciements s'adressent à Naziha El Moussaoui et Nigel Ede de la Croix-Rouge Britannique qui ont identifié les besoins de l'étude avec la méthodologie HES et pris contacte avec la Croix-Rouge Nigérienne et la Croix-Rouge de Belgique.

Acronymes

BRC	British Red Cross / Croix-Rouge Britannique
COGPE	Comité de gestion des points d'eau
CRB	Croix-Rouge de Belgique
CRN	Croix-Rouge Nigérienne
CSI	Centre de Sante Intégré
Doutchi	Dogondoutchi
EcoSec	Economic Security (Comité Internationale de la Croix-Rouge)
Ha	hectare
HEA	Household Economy Approach / Approche de l'Economie du Ménage
HES	Household Economic Security / Sécurité économique du ménage
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SDA	Score de Diversite Alimentaire

1. Sommaire

Ce rapport présente la composante sécurité alimentaire et moyens d'existence de l'étude de référence du projet réalisée avec l'appui technique et financier de la Croix-Rouge Britannique (BRC), ainsi que la composante santé, nutrition et eau et assainissement assurée par la Croix-Rouge Nigérienne (CRN). Une équipe de 22 personnes a contribué à la collecte d'informations et de données dans 15 villages de la commune de Kieché entre le 12 et le 24 juillet 2017, précédé par 2 semaines de planification. Deux délégués de la BRC ont été mis à la disposition de la CRN pour la mise en œuvre de l'étude de référence par l'application de la méthodologie de la Sécurité Economique du Ménage (HES par ses sigles en anglais) basée sur une approche participative, qualitative et quantitative. Les équipes ont passé une nuit dans chaque village pour effectuer les entretiens avec les villageois et les personnes ressources et ce, afin de ne pas perturber leur journée consacrée principalement, en cette saison des pluies, aux travaux champêtres.

Les résultats de la collecte des données ont permis d'atteindre 3 objectifs principaux :

1. Réaliser l'étude de référence du Programme CRN/CRB sur la sécurité alimentaire et moyens d'existence
2. Renforcer les capacités de la CRN dans l'application de la méthodologie HES
3. Etablir les fiches de données pour les 15 villages ciblés par le Programme CRN/CRB.

Il est important de souligner qu'il a manqué du temps pour effectuer l'analyse et l'interprétation de toutes les informations collectées. L'équipe s'est rendue dans les 15 villages, dont 7 sont les villages cibles du projet pilote de la CRN mené entre 2014 et 2016 et 8 sont les villages additionnels du nouveau Programme CRN/CRN 2017-2021. L'équipe a effectué 15 assemblées générales, 15 réunions avec les « sages » du village, 73 entretiens avec des informateurs clés (représentants des associations, des relais communautaires, des personnes âgées du village et des comités de gestion d'eau, des meuniers et/ou boutiquiers), ainsi que 216 enquêtes ménages, 12 entretiens avec des groupes des mères, 21 groupes focaux dans 7 villages avec des représentants des groupes socio-économiques aisés, moyens et pauvres. La collecte des données s'est limitée aux centres des villages, sans intégrer les hameaux, limitant quelque peu la représentativité.

Les résultats de cette collecte démontrent que le moyen d'existence principale est l'agriculture pluviale avec des activités supplémentaires pour diversifier les sources de revenus car le rendement des cultures vivrières ne suffit pas pour garantir l'accès à l'alimentation pendant toute l'année. Les cultures de rente et le maraîchage sont pratiqués par ceux disposant de l'accès aux terres dont les moyens, les pauvres et très pauvres diversifient plutôt avec du travail journalier et l'exode rurale. L'élevage est limité à l'embouche et est pratiqué comme revenu additionnel. Il ne constitue pas un moyen d'existence en soi, malgré la présence des petits ruminants et des bovins. Les ménages pauvres effectuent souvent cette activité pour les aisés.

L'analyse par groupe socio-économique a différencié les aisés, moyens, pauvres et très pauvres selon la méthodologie HES et HEA (Household Economic Approach). Ceci a permis d'identifier les ménages les plus vulnérables ceux qui dépendent des marchés pour se nourrir pendant 6-8 mois de l'année, manque de bras valides suffisants dans le ménage pour labourer la terre ; manque de biens productifs

et capacité d'investissement dans leurs moyens d'existence ; des logements précaires en paille avec des clôtures précaires ou inexistantes ; un manque de temps pour assister à la prise de décisions dans le village et souvent dépendent de l'aide des autres par manque d'accès au crédit.

2. Introduction

La Croix-Rouge Nigérienne (CRN) en partenariat avec la Croix-Rouge de Belgique (CRB) est en train d'initier le programme de résilience communautaire intitulé : « Amélioration de la résilience des populations vulnérables de 15 villages de la Commune Rurale de Kiéché face aux Vulnérabilités Sous-jacentes et au Changement Climatique » implémenté pendant le période 2017-2021. Dans le cadre de ce programme, la réalisation d'une étude de base (situation de référence) est prévue en vue de recueillir les données initiales qui vont permettre de mesurer, à l'issue du programme prévue en 2021, les progrès réalisés dans les communautés vulnérables.

Ce rapport présente la composante sécurité alimentaire et moyens d'existence de l'étude de référence du projet réalisée avec l'appui technique et financier de la Croix-Rouge Britannique (BRC), ainsi que la composante santé, nutrition et eau et assainissement assurée par la CRN. Deux délégués de la BRC ont été mis à la disposition de la CRN, entre le 19 juin et 6 août, pour la planification, l'élaboration des outils, la formation de la CRN, la collecte des données et la rédaction du rapport.

2.1. Objectifs de l'étude de référence

Objectif 1 : Réaliser l'étude de référence du Programme CRN/CRB sur la sécurité alimentaire et moyens d'existence

Les objectifs de l'étude se sont basés sur les termes de référence et le cadre logique du programme CRN/CRB pour décrire les conditions de vie des populations villageoises ciblées de la zone d'intervention. L'étude a cherché à déterminer spécifiquement :

1. Les moyens d'existence
2. Les groupes socio-économiques
3. Les principales activités socio-économiques
4. L'accès des ménages aux institutions et services et leur fonctionnement
5. Le recensement des organisations communautaires dans les villages (Associations, groupements) et des structures communautaires d'entraide sociale dans les villages
6. La détermination du Score de Consommation Alimentaire dans les différents villages
7. La détermination du Score de Diversité Alimentaire dans les différents villages
8. Les groupes de personnes les plus affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Objectif 2 : Renforcer les capacités de la CRN dans l'application de la méthodologie HES

De plus, au-delà de la réalisation de l'étude de référence, grâce à l'appui technique de la BRC, la mission avait comme deuxième objectif le renforcement des capacités de la Croix-Rouge Nigérienne dans l'application de la méthodologie HES afin qu'elle puisse l'utiliser lors pour toute étude/évaluation des projets mis en œuvre par la CRN et ses partenaires. En effet, pour garantir la réalisation des objectifs d'un projet visant le renforcement de la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de la population, il est essentiel de réaliser une étude de référence en début de projet afin d'obtenir les données de base.

Pour ce deuxième objectif, la BRC et la CRN ont adapté et intégré des outils de collecte de données sur la santé, la nutrition et l'eau et assainissement de la CRN pour profiter de l'approche HES et des

méthodologies de collecte d'information qualitatives et quantitatives. L'assistant coordinateur santé nutrition de la CRN a été le point focal pour ce volet et les résultats obtenus ont été inclus dans ce rapport.

Objectif 3 : Etablir les fiches de données pour les 15 villages ciblés par le Programme CRN/CRB

Compte tenu du peu d'informations disponibles sur les 7 villages obtenues lors du projet pilote mené entre 2014 et 2016, un troisième objectif a été identifié pendant la phase de planification et d'analyse des données secondaires. Les outils de collecte de données pour le HES ont été modifiés pour permettre à la CRN de collecter les informations sur les 15 villages de façon systématique pour mieux nourrir le plan de suivi du projet pendant son exécution. Les données additionnelles collectées et non-exploitées pour ce rapport doivent être exploitées par la CRN avec cet objectif. Une analyse comparative entre les 7 villages du projet pilote et les 8 nouveaux villages inclus dans la deuxième phase serait donc possible. Les fiches de collecte de données originelles restent donc avec la CRN/CRB.

2.2. Calendrier des activités

DATE	ACTIVITES	Responsable	Lieu : UK/Niamey / Doutchi
19-30 juin	Développement de l'approche et les outils d'évaluation de base	BRC	UK
22-24 juin	Préparation de la mission : sélection des sites d'évaluation et organisation des ressources et la logistique	CRN/ BRC/ CRB	Niamey
05 juillet	Arrivée équipe BRC et CRN à Niamey	CRN/ BRC/ CRB	Niamey
07 juillet	Arrivée équipe à Doutchi et activités de protocole institutionnel	CRN/ BRC/ CRB	Doutchi
8-10 juillet	Formation de l'équipe de travail (enquêteurs et équipe CRN)	BRC	Doutchi
11 juillet	Réunions avec les institutions partenaires (Services Techniques Agricole, Elevage, Sante) et World Vision	CRN/ BRC/ CRB	Doutchi
12-24 juillet	Collecte et encodage des données	CRN/ BRC/ CRB	Doutchi
25 juillet	Evaluation de la mission et analyse des données avec l'équipe	CRN/ BRC/ CRB	Doutchi
26 juillet	Atelier de restitution de la méthodologie aux autorités et partenaires du département de Dogondoutchi	CRN/BRC /CRB	Doutchi
27-28 juillet	Atelier de restitution de la méthodologie à la CRN et aux PNS ;Présentation par la CRN pendant l'atelier CICR EcoSec à Niamey	CRN	Niamey
25-30 juillet	Analyse des données	CRN/ BRC/ CRB	Doutchi/ Niamey/ UK
1er aout - 6 aout	Elaboration du draft du rapport par BRC	BRC	UK/Niamey
7 aout - 17 aout	Contribution au draft du rapport par CRN et CRB	BRC/CRN/CRB	UK/Niamey
18 aout	Validation et transmission du rapport Finale	BRC	UK

3. Méthodologie

La composante sécurité alimentaire et moyens d'existence de l'étude se base sur la méthodologie HES (« *Household Economic Security* » = Sécurité Économique des Ménages) développée par la BRC. La méthodologie HES s'inspire de l'Analyse de l'Économie des Ménages (HEA : Household Economy Approach), un cadre d'analyse qui permet de générer des données de référence sur la sécurité alimentaire et de comprendre les éléments de risques clés pour les différents groupes socio-économiques d'une population et ainsi d'établir des profils de vulnérabilité détaillés. HES est une adaptation du HEA pour une collecte de données plus rapide qui se centre sur l'économie du ménage, une approche aussi utilisée par EcoSec du CICR, ainsi que le cadre de moyens d'existence durables.

Pour la méthodologie HES, un ménage compte avec sécurité économique quand ses membres peuvent « *Couvrir les besoins essentiels immédiats (alimentaires et non-alimentaires) et protéger et maintenir ses moyens d'existence pour être autosuffisant et économiquement en sûreté sur le long terme* ».

3.1. Période de comparaison

HES se base sur une comparaison de l'économie du ménage en deux temps : avant et après un événement spécifique qui peut avoir un impact sur l'économie du ménage. Pour cette étude de référence la comparaison se fera entre les données de base initiale (juillet 2017) et les données recueillies à la fin du Programme pour mesurer l'impact de ce dernier. Pour une meilleure compréhension de l'économie du ménage de la population des 15 villages ciblés, l'étude de référence inclut une comparaison entre juillet 2017 qui représente la période de soudure dans la zone d'intervention, et fin février/début mars 2017 qui représente la fin de la saison fraîche, et 4 mois après la récolte, quand les ménages ruraux, économiquement plus précaires, commencent à utiliser les stratégies de survie car leurs stocks de nourriture s'épuisent même avant la période de soudure. Ceci permet de mieux comprendre la vulnérabilité de la population entre la récolte d'octobre et la période de soudure générale en juillet et devra servir à la CRN et à la CRB de mieux cibler leurs activités du Programme pendant l'année.

3.2. Analyse des données secondaires et établissement du profil des 15 villages de la commune de Kiéché

La méthodologie HES se base sur l'analyse qualitative et quantitative de l'information et la triangulation de données collectées sur le terrain avec une approche participative. Une recherche de données secondaires a été effectuée à l'avance pendant la phase de planification pour appuyer l'analyse et le développement des outils de collecte de données primaires. L'analyse a été effectuée sur les 15 villages des 37 villages que compte la commune de Kiéché. Ces 15 villages correspondent aux villages ciblés par le projet de la CRN/CRB, dont 7 villages du projet pilote mené dans la période 2014 - 2016 et 8 villages additionnels, bénéficiaires des activités menées dans la deuxième phase du programme 2017-2021. Compte tenu du manque d'informations secondaires pour les villages du projet pilote, tous les 15 villages ont été inclus pour cette étude afin d'assurer une meilleure base pour effectuer le suivi.

3.3. L'équipe

24 personnes ont participé à l'étude, 9 membres de la CRN, 3 chauffeurs de la CRN, 8 enquêteurs externes, 2 agents de saisie externes, 2 délégués de la BRC. Parmi les 9 membres de la CRN, 4 étaient du siège, 3 étaient membre de l'Unité de Gestion du Programme résilience CRN/CRB (dont 2 nouvellement recrutés comme animateurs), et 2 étaient volontaires du Comité Départemental de Dogondoutchi (voir Annexe 4). Au préalable, 4 des membres de la CRN avaient participé à la formation sur la méthodologie ERLA à Dakar. Ceci leur a permis de mettre en pratique les concepts et outils présentés lors de cette formation.

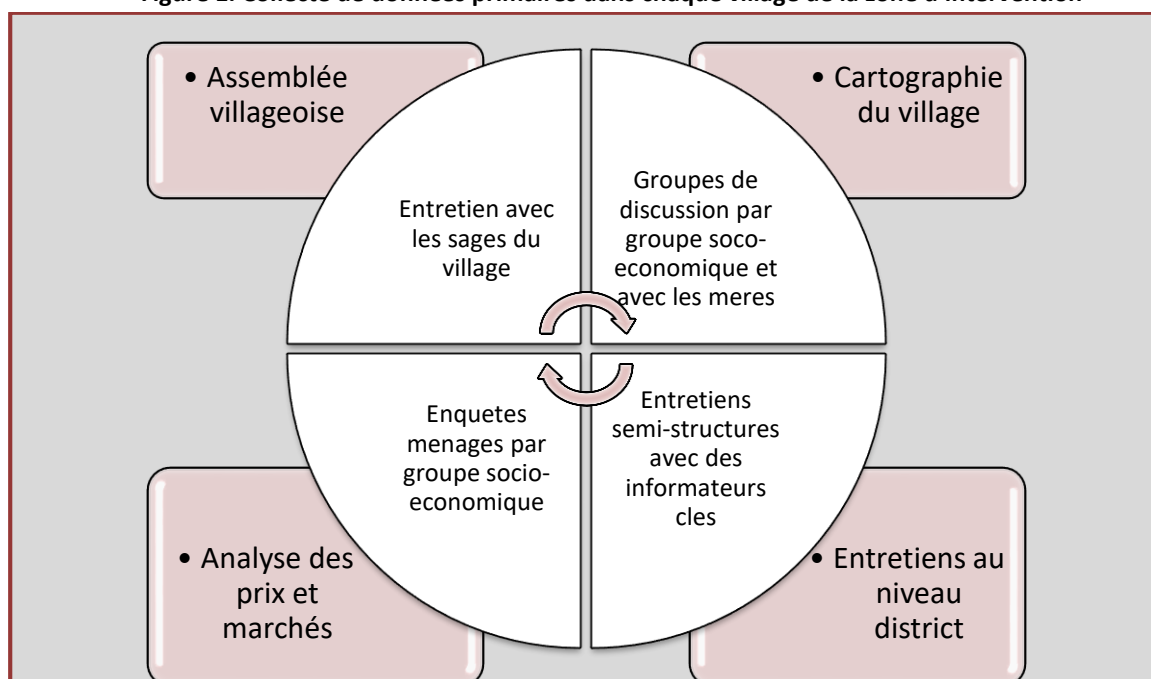
3.4. Formation

Une formation pratique a eu lieu à Douthi entre le 9-11 juillet sur les outils de collecte de données et informations, dispensée par les délégués de la BRC. Les enquêteurs ont suivi une formation spécifique de 2 jours sur l'enquête ménage, y compris les outils sur la consommation alimentaire et la diversité alimentaire. Le représentant de la CRB, le chargé de suivi-évaluation de la Croix-Rouge Irlandaise et le SG du Comité Départemental de Dogondoutchi de la CRN ont participé en tant qu'observateurs.

3.5. Développement des outils de collecte des données primaires

Les outils de collecte de données primaires HES ont été adaptés pour les objectifs de cette étude, la capacité des membres de l'équipe de la CRN, et les activités des villageois. Le mois de juillet correspond à la période de soudure mais aussi au mois de la saison des pluies, quand les villageois sont occupés par les travaux champêtres. La méthodologie de collecte des données primaires a été adaptée pour maximiser la collecte de données dans les villages et ainsi éviter de bousculer au minimum les activités journalières dans le village. Suite à une mobilisation faite par l'équipe du projet base à Douthi 2 semaines avant l'étude, visites de 24 heures dans chaque village, y compris une nuitée a été effectués pour la collecte de données qui combinent une approche qualitative et quantitative.

Figure 1. Collecte de données primaires dans chaque village de la zone d'intervention



Les mêmes outils ont été utilisés dans les 15 villages pour faciliter la comparaison des données (voir Annexe 9 et 10 pour les outils). Les activités suivantes ont été effectuées dans chaque village par différents membres de l'équipe, à l'exception de l'activité 5 (groupes focaux avec des représentants des groupes socioéconomiques) qui a eu lieu dans 7 des 15 villages.

1. Réunions avec l'assemblée villageoise pour l'identification de l'information générale de la communauté et les informateurs clés du village ainsi que les groupements existants
2. Entretiens avec les « sages » du village pour la détermination des groupes de moyens d'existence, les groupes socioéconomiques et ses caractéristiques, le calendrier saisonnier et l'information sur le rendement de la production et l'utilisation des intrants
3. Entretiens avec des informateurs clés (relais communautaire, agents de santé, personnes âgées, comité d'eau, groupements, boutiquier, meunier)
4. 12 à 16 enquêtes ménage par village pour établir les sources de revenus, l'accessibilité alimentaire, la consommation et diversité alimentaire, les stratégies de survie et accès aux services principaux
5. Discussions en focus group avec des représentants des trois groupes socioéconomiques (« aisés » ; moyens ; pauvres et très pauvres), au total 21 groupes de discussion dans 7 des 15 villages
6. Discussions en focus group avec des groupes de mères sur l'alimentation du nourrisson et jeune enfant, la malnutrition et la santé reproductive, au total 12 groupes de discussion parmi les 15 villages
7. Collecte des prix des produits alimentaires et d'hygiène
8. Cartographie et marche transversale ou transect des villages
9. Observation

En plus, des visites et collecte des données sur les marchés de Guala et Douchi ont été effectuées par 2 membres de l'équipe, principaux marchés pour la population des villages étudiés.

Les membres de l'équipe se sont spécialisés dans la collecte de données utilisant entre un et trois outils.

3.6. Limites

- A. **Information secondaire.** La disponibilité d'information secondaire sur la zone d'intervention au préalable a été très limitée ralentissant le processus de compréhension du contexte et augmentant l'importance de la collecte dans les 15 villages. L'importance de l'analyse des données secondaires a été travaillée avec 3 des 4 membres de la CRN tant que possible pendant les jours post collecte de données pour les encourager à documenter leurs connaissances et observations.
- B. **La zone de collecte d'information.** L'intégration des 15 villages dans le temps imparti pour l'étude ont fait que les visites dans les villages se sont limitées principalement à la zone centrale de la communauté sans se rendre dans les hameaux ou annexes (avec l'exception de Kokorindo). Les résultats ne sont donc pas représentatifs de l'ensemble de la population des villages, mais concentrés sur les populations habitant au cœur des villages, souvent mieux dotés en services. Cette limitation doit être prise en compte dans le système de suivi du projet.

- C. **La taille de l'équipe.** La combinaison des objectifs d'élaboration de l'étude de référence et du renforcement des capacités de la CRN a nécessité le déplacement d'une équipe de 22 personnes qui ont travaillé ensemble, plutôt que d'être divisé en deux équipes plus restreinte. Cette division a seulement été possible dans 6 des 15 villages dans la deuxième semaine de collecte de données, dans les villages où il ne fallait pas effectuer les focus group socio-économiques, activité qui requière 4 heures de préparation et une expertise en méthode d'entretien. Les délégués de la BRC ont passé plus temps que prévu dans des activités de supervision et soutien des membres de l'équipe pour assurer la qualité de collecte de données limitant ainsi le temps pour l'analyse de l'information concomitante avec la collecte des données.
- D. **Genre.** L'équipe terrain a été composée uniquement d'hommes.
- E. **Limites de langue et traduction.** Parmi les membres de l'équipe, trois personnes ne dominant pas la langue haoussa, ce qui leur aurait permis de travailler indépendamment. Ainsi, il a fallu utiliser des membres de l'équipe pour traduire. De plus, la supervision des délégués de la BRC a été effectuée en français, qui n'est pas leur langue maternelle.
- F. **Expérience limitées de l'approche qualitative.** La CRN est peu habituée à la collecte des informations qualitatives. Les délégués de la BRC ont ainsi dû consacrer beaucoup de temps pour accompagner l'équipe dans la collecte des données réduisant le temps consacré à l'analyse de ces dernières qui devait se faire avec l'équipe sur le terrain. En conséquence, la fiche d'observation générale a dû être retirée de la liste des outils initialement prévue.
- G. **Analyse du Score de Consommation Alimentaire (SCA).** Il a fallu modifier les données sur la consommation hebdomadaire du « lait » car cet aliment apporte un maximum de 28 points sur 112 (25%) du SCA. La méthodologie SCA veut que le lait consommé en petite quantité ne soit pas comptabilisé dans le SCA. Les enquêtes ont identifié que, dans les villages, le lait de vache est consommé comme ingrédient rajouté à la boule. La collecte de données risquait de surestimer le SCA car 36% des 216 ménages enquêtés ont dit avoir consommé du lait tous les jours pendant la semaine précédente à l'enquête, dans les quatre groupes socio-économiques, et 25% ont dit n'avoir pas du tout consommé du lait pendant cette période. (Voir annexe 16 pour les calculs).
- H. **Expectatives des villageois et historique des projets dans la zone.** La zone d'étude a connu une forte présence d'acteurs externes menant des projets divers. La population est donc habituée à être enquêtée avec des collectes de données similaires. La connaissance dans les villages des 4 groupes socio-économiques utilisés dans l'approche HEA et l'association de cette classification avec le ciblage pour des programmes d'aide alimentaire ou en espèce a fait qu'il soit difficile de désassocier l'étude avec les activités de ciblage. Les entretiens avec les chefs des villages ont souvent amené à une tendance d'exagérer le nombre de pauvres et très pauvres dans le village. Cette information a été triangulée avec d'autres outils de collecte de données.
- I. **Quantification des animaux.** Le système de gardiennage du bétail par les éleveurs peuhl effectuant la transhumance rend difficile de déterminer l'importance réelle des animaux comme capital physique et financier des ménages. En effet, il est impossible de vérifier l'information sur le nombre d'animaux appartenant réellement au ménage. Ceci reste une analyse à faire pendant

les activités de suivi du projet.

- J. **Quantification des terres cultivables et rendement.** La division continue des terres entre les membres des ménages, chaque fois plus nombreux, a pour conséquence que les familles perdent le contrôle ou ne connaissent pas la superficie de la terre qu'ils possèdent, rendant ainsi difficile de déterminer réellement le rendement de la production mais aussi d'utiliser la propriété de la terre comme un indicateur socioéconomique fiable. Les outils de collecte ont essayé de transformer systématiquement les informations données par les informateurs clés en hectares, mais les résultats de cette harmonisation ont été mixtes, pour certaines villages les données sont trop semblants et les différences sont peu claires, dont peut être avec la conversion c'est perdu parfois la précision des données.
- K. **Access.** Les villages ont été faciles d'accès, par contre un des marchés les plus importants pour la population de la zone, Batchaka, se trouve au Nigeria. Il était donc impossible de le visiter pour des raisons de sécurité et de logistique.
- L. **Saisie de données.** Il était prévu de recruter 4 agents de saisie pour la saisie des données des enquêtes ménages. Finalement, compte tenu du manque d'expertise, seuls 2 ont été recrutés. Il a donc été nécessaire qu'une des deux déléguées de la BRC consacre du temps à la saisie des données, limitant le temps d'analyse sur place. L'analyse des données de l'enquête n'a pas été exhaustive. Il reste des composantes à analyser, comme les sections WASH et santé/nutrition rajoutées pour les volets non-HES mais aussi les stratégies de survie et des croisements par groupe socio-économique.

3.7. Leçons apprises pour prochaines évaluations

- A. L'intérêt pour cette méthodologie a eu pour conséquence qu'un grand nombre de staff de la CRN a été impliqué. Ainsi, le nombre de jours consacré à la formation n'ont donc pas été suffisants pour former les 19 personnes plus les 3 observateurs. Pour les prochaines évaluations appliquant la méthode HES, un maximum de 8 personnes par équipe, 4 pour les informations qualitatives et 4 enquêteurs pour les enquêtes ménage, devrait être suffisant.
- B. L'analyse des informations collectées pour la rédaction du rapport finale est restée la responsabilité des délégués de la BRC. La CRN devra participer plus activement à cette étape la prochaine fois, leur permettant ainsi de mieux s'approprier la méthodologie qualitative.
- C. L'utilisation des enquêteurs externes expérimentés a permis d'élaborer un questionnaire quantitatif avec des aspects qualitatifs qui permettent de mieux interpréter l'information collectée. Les enquêteurs ont pu accéder aux ménages quand ils étaient rentrés du travail champêtre, à savoir entre 16 et 19 heures et entre 6 et 8 heures du matin avant de quitter le village pour les champs. Il serait bien de répliquer cette approche jusqu'à ce que la CRN soit en mesure de faire des enquêtes ménages. Le questionnaire utilisé inclut des aspects qualitatifs et donc devra être adapté si une approche seulement quantitative est choisie pour une analyse quantitative.

4. La Croix- Rouge dans la région

Créée le 13 juillet 1963, la Croix-Rouge nigérienne est reconnue en tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics par l'Etat nigérien. Elle exerce ses activités sur l'ensemble du territoire de la République du Niger en tant que Société Nationale de la Croix-Rouge en collaboration avec des fonctionnaires de l'État (mis à disposition), des employés recrutés et détachés pour l'exécution des projets et le personnel auxiliaire permanent pris en charge par la Société Nationale. La CR nigérienne compte plus de 50 salariés et de 10.000 volontaires dans 8 comités régionaux et 73 comités départementaux et communaux. Dans la région de Dosso, la CRN compte un Comité Régional ainsi qu'un Comité Sous Régional à Dogondoutchi qui est en train d'établir un réseau de volontaires communautaires dans les villages d'intervention de la CRN.

Entre 2014 et 2016, la CRN, en collaboration avec le consortium CRB et la Croix-Rouge Irlandaise», a mis en œuvre projet pilote de Renforcement de la Résilience Communautaire dans 7 villages de la commune rurale de Kiéché, département de Dogondoutchi, région de Dosso. Cette intervention de la Croix-Rouge Nigérienne avec l'appui de la Croix-Rouge de Belgique (CRB) s'articulait autour de trois axes principaux : la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, le WASH et le renforcement des capacités de la CRN, de ses partenaires techniques et des communautés.

Suite à ce projet pilote, la CRB a obtenu un nouveau financement de la DGD. Ainsi un programme quinquennal (2017-2021) de résilience communautaire intitulé : « *Amélioration de la résilience des populations vulnérables de 15 villages de la Commune Rurale de Kiéché face aux Vulnérabilités Sous-jacentes et au Changement Climatique* » est mis en œuvre par la CRN en partenariat avec la CRB.

Cette deuxième phase du projet se veut une phase de consolidation des acquis dans les anciens villages (au nombre de 07) et de réplique des bonnes pratiques dans les nouveaux villages (au nombre de 08), soit 15 villages au total. Partant sur cette base, la durabilité et la stratégie de désengagement seront les mêmes que la phase précédente tout en considérant les leçons apprises, et en organisant des voyages d'étude et d'échanges.

5. Description de la zone d'intervention

5.1. Le département de Dogondoutchi

Le département de Dogondoutchi a 5 communes (Dankassari, Dogonkiriya, Kiéché, Mantakar et Soucoucoutane). Le dallol de maouri traverse le département et fournit d'importantes sources en eaux, avec des eaux souterraines et nappes alluviales et eaux de surface avec des mares permanentes. Dogondoutchi dispose des branchements d'eau urbaine de la SEEN.

Les vulnérabilités principales incluent le mariage précoce des jeunes filles, l'analphabétisme, le travail des enfants. Des nombreux partenaires appuient les autorités dans les domaines de la vie socio-économique y compris la Coopération belge, suisse, l'Union européenne, les organismes des Nations Unies (PAM, PNUD, OMS, UNFPA et UNICEF) et ONG comme HKI, World Vision et Karkara.

Le système agricole pluvial domine dans la région. Ainsi les principales ressources agricoles sont le mil, sorgho, maïs, riz, niébé, arachide, voandzou et espèces comme le gombo, l'oseille et le fonio.

5.2. La Commune Rurale de Kiéché

La Commune Rurale de Kiéché est située dans la partie Sud du Département de Dogondoutchi. Elle couvre une superficie de 535,35 km². En 2012, sa population était estimée à 57.707 habitants dont 29 271 femmes (soit 50,72%) et 28 436 hommes (soit 49,28%). La densité de la population est de 107,79 hab. /km². La commune appartient à un vaste ensemble géologique, appelé les *Ullemenden* caractérisé par des plateaux d'altitudes moyennes très rigides et des collines orientées Nord-Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest, Sud-Est. La zone agro-écologique de la commune de Kiéché renferme des parcs agro-forestiers très importants. Ils ont une vocation essentiellement agricole et sont confrontés à l'appauvrissement des terres dû à la surexploitation, conséquence de la forte densité de population. La végétation ligneuse est essentiellement composée d'*Acacia albida*.

Les principales activités économiques de la commune sont basées sur le secteur primaire qui constitue l'agriculture et l'élevage. On note aussi la pratique des activités secondaires comme le commerce, l'artisanat et le transport.

La situation sanitaire de la commune reste précaire, aggravée par le paludisme, les épidémies récurrentes de méningite et de choléra et la malnutrition. L'accès limité aux soins caractérise une couverture sanitaire déficiente. Les principales maladies sont les infections respiratoires aiguës (taux de morbidité lié à la pneumonie de 7,2 %), le paludisme (taux de morbidité lié au paludisme simple de 37 % et grave de 4.8 %), les maladies diarrhéiques (taux de morbidité de 12.8 %) et la malnutrition (taux de malnutrition aiguë globale de 14,9%). Les principales causes de la malnutrition sont, quant à elles, liées à l'insuffisance et l'indisponibilité alimentaire, le manque de connaissances par rapport à l'introduction d'aliments de complément, les croyances traditionnelles en matière d'allaitement maternel et les maladies (IRA, diarrhée). Plusieurs acteurs en santé appuient les autorités à renforcer la couverture sanitaire et à détecter les maladies à temps pour une meilleure prévention et traitement.

Kiéché dispose de deux centres de santé intégrés (CSI), dont un de type II au chef-lieu de la commune et un de type I à Bakin Tapi ; ainsi que de neuf cases de santé. Les deux CSI sont fonctionnels mais ne répondent pas encore aux normes nationales en termes d'équipement. Le CSI de Kiéché est doté d'une maternité en cours de construction, dont le chantier a été abandonné il y a quelques années faute de moyens financiers. La maternité, elle, n'est donc ni équipée, ni fonctionnelle.

Statistiques de base de la commune de Kiéché

Selon le ministère de l'agriculture, en cultures associées, les rendements sont de 300 à 400 kg/ha pour le mil et 150 kg/ha pour le niébé.

Selon la *Baseline* réalisé par le projet PAMED2, 24 % des ménages de la commune de Kiéché disposent entre 0 et 3 petits ruminants.

Selon la *Baseline* réalisé par le projet PAMED2, 24 % des ménages de la commune de Kiéché sont classés comme vulnérable.

Les connaissances de départ au sein de la population sur les Actions Essentielles de Nutrition sont faibles.
Les connaissances et les pratiques liées à l'hygiène et l'assainissement au sein de la population sont faible

6. Description des moyens d'existence et des groupes socio-économiques de la zone de l'étude

6.1. Les moyens d'existence

Le Niger est divisé en 13 zones de moyens d'existence¹. La zone de Dosso appartient à la zone 05 - Zone Agricole à Dominance Mil et Sorgho selon la fertilité et qualité du sol et la pluie. Le mil domine dans les zones avec moins de pluie (400 mm) et où les sols sont plus sablonneux.

L'agriculture pluviale est le moyen d'existence principale de la zone d'étude associée avec des activités d'élevage et de maraîchage. Il existe aussi des commerçants, des artisans et les métiers de service qui se trouvent dans le chef-lieu de la commune à la ville de Kiéché et les villages plus proches aux centres urbains. L'agriculture demeure la principale activité basée surtout sur le mil. Le sorgho et les cultures de rente notamment le niébé, l'arachide, le voandzou (légumineuse) et l'oseille de Guinée sont aussi cultivées dans tous les villages. Le riz, le sésame, le souchet, la canne à sucre, le moringa et le manioc sont cultivées à petite échelle dans certains villages seulement. Les légumes et produits maraîchers se trouvent dans les villages qui ont accès aux bas-fonds. Les femmes travaillent aussi les champs dont la plupart sur des parcelles où elles font la culture des rentes (arachide, voandzou, oseille de Guinée, sésame, gombo et niébé). Les femmes sont souvent aussi dans des activités génératrices de revenus comme l'extraction d'huile d'arachide, des produits maraîchers, des galettes, beignets et autres nourritures pour augmenter les revenus à la maison et activités d'embouche d'ovins et caprins soutenues par les organisations externes. Ces activités ne sont pas à la portée de tous les ménages et sont souvent pratiquées pas les plus «aisés» qui ont du capital financier pour investir, ou ce sont des femmes qui ont bénéficié des activités d'un Project par des acteurs externes au village.

6.1.1. L'agriculture pluviale de céréales et cultures de rente

Les agriculteurs cultivent sur des champs entre 1 à 5 hectares, avec des méthodes traditionnelles et sans systèmes d'irrigation. Il existe une faible capacité pour beaucoup de ménages à cultiver des grandes superficies agricoles par manque d'outils modernes, semences améliorées, autres intrants agricoles et capital pour embaucher de la main d'œuvre. Cette faible capacité technique et financière est aggravée par l'accès difficile au crédit et l'insuffisance de débouchés pour les produits agricoles, car l'économie des produits agricoles reste informelle. Le travail journalier chez d'autres personnes dans les villages les autres est récurrent et constitue une source de revenu pour les ménages moins «aisés». C'est une activité menée par toutes les hommes et les femmes. L'appréciation de la campagne agricole dépend de la production du mil. Les systèmes de stockage post récolte mènent à des pertes considérables des récoltes. En effet, les villageois ont leurs greniers à même les champs,

¹ FEWSNET 2011 <http://www.fews.net/fr/west-africa/niger/livelihood-zone-map/august-2011>

les exposant à des pertes de stockage et à la possibilité de vol. Les techniques de conservation et de transformation restent très rustiques.

Les villageois vendent leur production de céréale post récolte a un bas prix pour payer leurs dettes et couvrir les autres besoins ménagers, ce qui veut dire que le mil cultivé n'est pas suffisant pour toute l'année les obligeant à acheter du mil dans les marchés pendant la période de soudure de juillet à fin septembre, quand il y a une hausse de prix due à la faible disponibilité des denrées sur le marché. Les ménages plus «aisés» arrivent à garder des stocks de céréale jusqu'en août, mais les ménages pauvres et les très pauvres avec des superficies de terre très petites et peu de bras valides pour labourer les champs, commencent leur soudure en mars. Ils sont obligés à travailler les champs des autres comme journaliers pendant plusieurs mois de l'année pour assurer leurs besoins quotidiens.

La transformation de l'huile d'arachide est une activité génératrice de revenus menée surtout par des femmes organisées en groupements/associations.

6.1.2. Le maraîchage

Kiéché est une zone de maraîchage par excellence, les hommes tout comme les femmes pratiquent cette activité entre novembre et avril. Certaines cultures comme le moringa se cultivent toute l'année dans les sites maraîchers individuels et procurent des revenus considérables pour les producteurs. Le maraîchage est pratiqué par les personnes aisées et moyennes, en général mais on y trouve des groupements maraîchers pour les sites maraîchers collectifs mis en place par des projets. Cette activité peut se faire aussi bien sur des sites individuels que collectifs.

6.1.3. L'élevage

L'élevage reste une activité secondaire dans cette zone, surtout pour les petits ruminants (caprins et ovins). Les plus gros ruminants, les bovins, qui ne sont pas à la disposition de tous les ménages, sont nécessaires pour la traction animale dans le travail champêtre et le transport. Le travail journalier avec la charrue bovine est une source de revenus important pour les ménages moyennes pendant la saison des pluies.

Les ménages peuhles installés dans les hameaux autour des villages s'occupent principalement des animaux du village et de propres cheptel, surtout les vaches et les chèvres qui restent dans l'enceinte du village. Quand les ménages ont un nombre plus élevés d'animaux, ces éleveurs les amènent en transhumance pendant la période de soudure pour assurer leur bonne alimentation et reviennent après la récolte. Les éleveurs ramènent les animaux qui ont mis a bas pour que les ménages profitent du lait de vache. Pendant la période de soudure, les bovins, caprins et ovins qui restent aux alentours du village sont utilisés pour la traction via les charrues ovines qui sont très fréquentes pour le transport et une source de fumée organique pour les champs. La présence de ce type animaux est typique d'une société agro-pastorale, basée sur l'agriculture. La persistance des épizooties signifie que les animaux sont à risque puisque la couverture vétérinaire reste faible dans cette zone malgré la présence de la Direction Régionale de l'Élevage à Doutchi.

L'élevage de la volaille est limité par la persistance des maladies et une faible tradition d'acheter des produits vétérinaires. La majorité des familles possède de la volaille pour la vente pour des petits besoins. C'est souvent la femme qui s'occupe de la volaille. Les poules, les pintades et les oies sont possédées en petite quantité. La pratique de faire couvrir les œufs de pintade par les poules est commune dans les villages.

Les produits issus des animaux sont rarement vendus et exploités. On note une préférence pour la consommation du lait de vache dans la zone, le lait de chèvre est limité aux jeunes enfants. De manière exceptionnelle, quelques éleveurs de volaille vendent les œufs sur les axes commerciales principales. Il est plus typique de vendre les animaux.

L'embouche des bovins, caprins et ovins est une source de revenu pour le ménage. Il est difficile pour la majorité des ménages de pouvoir acheter des produits d'embouche pendant la période de soudure. Cette pratique reste pour les plus aisés. Cependant, les ménages qui ont des voisins «aisés» ou des membres de la famille en exode, effectuent des activités d'embouche au profit d'autres ménages pour s'assurer un revenu. On peut conclure que, traditionnellement, les éleveurs ne disposant pas de leurs propres animaux, s'occupent de ceux des plus «aisés».

6.1.4. Les commerçants

Le commerce est pour la plupart informel dans la zone d'étude et se limite aux des détaillants et aux intermédiaires qui vendent pour les autres en échange d'une petite commission. Il y a un réseau vivant de petits marchés tertiaires où les villageois amènent leurs produits agricoles et leurs animaux pour la vente. Ces produits sont souvent rachetés par des commerçants qui ont la capacité d'acheter à prix bas et revendre à prix plus haut ailleurs ou plus tard dans l'année quand les prix commencent à augmenter.

On trouve aussi les **boutiquiers** qui se spécialisent dans la vente de produits transformés pour l'utilisation quotidienne des ménages. Souvent, ces boutiquiers s'approvisionnent dans les grands marchés du Nigeria pour revendre dans leur boutique au village. La plupart des boutiquiers font cette activité en plus de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle pour augmenter leurs sources de revenus. Les grands commerçants se trouvent seulement dans la ville de Douthi, où le marché du vendredi est le plus important pour la commune de Kiéché. Les grands commerçants de Douthi ont la capacité de bouger des stocks à d'autres marchés car Douthi est un carrefour vu sa position géographique stratégique. Les activités de ce groupe ne sont pas intégrées aux activités des marchés tertiaires qui servent la population des villages de cette étude.

6.1.5. Artisans

Ils existent aussi des artisans dans les villages comme les maçons, forgerons, bouchers et guérisseurs traditionnels. Ces métiers sont nécessaires, mais souvent génèrent peu de revenus. Les personnes qui sont engagés dans ces travaux manuels doivent cultiver leurs champs et souvent, les champs des autres pour couvrir leurs besoins. Cette situation ne concerne pas les maçons de certains villages qui exercent cette activité dans les centres urbains constituant leur principale source de revenu pendant la saison sèche grâce à avec la fabrication de briques.

6.1.6. Transporteurs

On note une présence dans tous les villages de mototaxis, véhicules et charrues qui assurent le transport pour les villageois afin d'accéder, essentiellement, aux marchés et aux services de santé. Les jeunes sont souvent les plus concernés par cette activité qui génère des revenus importants.

6.1.7. Autres métiers

La ville de Kiéché compte également d'autres métiers qui rendent des services comme les tailleurs et les coiffeurs ainsi que certains fonctionnaires des services de l'état. Enfin, il faut compter sur un certain d'enseignants (13 villages sur les 15 concernés sont dotés d'écoles) ainsi que sur des agents de santé, travaillant au sein des cases de santé ou dans un CSI.

6.1.8. L'exode comme activité supplémentaire

Dans l'optique de trouver du travail, l'exode représente une option pour les ménages qui ne peuvent pas couvrir les besoins et qui disposent de bras valides. Dans tous les villages, les familles en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté pratiquent l'exode comme dernier recours, et ce, pendant la période de soudure et immédiatement après la récolte pour pouvoir gagner de l'argent. Pour les «aisés» l'exode est une stratégie de survie en cas de crise. L'exode peut se faire à Kiéché ou Dogondoutchi pour chercher du travail journalier, ou plus loin, vers Niamey, pour entrer dans l'économie informelle de vente ambulante de fruits. Pour ceux avec plus de moyens, l'exode à l'étranger est plus rémunéré. Les principaux pays d'exode sont : le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigéria.

Une des raisons poussant certains ménages à d'exode est la recherche d'or sur les sites aurifères du Niger et de Cote d'Ivoire. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une stratégie de survie mais bien d'une activité génératrice des revenus pendant presque tout l'année car les ménages «aisés» et moyens emploient des journaliers sur les sites aurifères qui font le travail pour eux. Cette année 2017, cette activité est beaucoup plus réduite depuis que le Gouvernement nigérien a fermé les sites aurifères.

6.1.9. Le calendrier saisonnier (voir Annexe 8)

Les activités agricoles sont fortement marquées par la production des cultures vivrières (surtout du mil) et de rente. Ainsi, les villageois concentrent leurs activités de préparation de terre selon le cycle de production. L'embauche des petits ruminants et bovins, l'extraction d'huile et l'exode sont des activités supplémentaires à l'agriculture. Les villageois ne produisent pas assez pour assurer les stocks annuels. Pendant la période de soudure, ils sont exposés aux maladies comme le paludisme (pendant la saison de pluies) et par la hausse des prix des vivres. Les moyens d'existence de la zone suivent le même cycle saisonnier.

6.2. Description des villages selon les activités principales

Les 15 villages de l'étude ont en commun l'agriculture pluviale comme activité principale. Par contre les activités supplémentaires varient entre les villages en fonction de leur accès à des ressources naturelles et accès aux services. Les villages ont été répartis en quatre groupes distincts. Chaque groupe se caractérise par sa capacité agricole, ses activités supplémentaires et ses stratégies de survie.

Plus d'information sur la cohésion sociale et capacité est nécessaire pour mieux comprendre la gestion de ressources.

- *Groupe 1 – Makéra, Tombon Gatao et Mazoubi*
Villages caractérisés par ses superficies de terres moyennes, son manque de maraichage, sa présence de bétail et ses activités d'embouche.
- *Groupe 2 – Makoissa, Rey-Rey, Dogon Gao et Garin Guero*
Villages caractérisés par ses superficies de terre moyennes, son accès à 1ha de maraichage, sa forte dépendance économique dans les activités d'exode vers les sites aurifères du Niger et la présence d'associations d'extraction d'huile d'arachide
- *Groupe 3 – Bakin Tapki, Barkakassa, Birey et Garin Beidou*
Villages caractérisés par ses superficies de terre larges, son accès à des bas-fonds importants pour le maraichage, sa présence de bétail, sa pratique d'employer des villageois par les travaux champêtres payé en nourriture.
- *Groupe 4 – Kiéché, Bourgounzou et Kokorindo*
Villages caractérisés par ses superficies de terre moyennes, son accès à 1ha de maraichage, son faible taux d'exode rurale, son manque de marchés mais accès facile au marché de Guela et aux latérites.

6.3. Description des groupes socio-économiques

Le Niger a une longue tradition de classification de groupes socio-économiques selon la méthode HEA. Cette approche est répandue pour l'exercice annuel du cadre harmonisé mené par l'état et ses partenaires. Pendant les entretiens avec les autorités de chaque village, la description des groupes socio-économiques a été demandée et s'est souvent limitée à nommer le capital physique des ménages dans chaque groupe. Les discussions focus group socio-économiques et les enquêtes ménages ont servi à la triangulation de l'information et ainsi avoir une meilleure compréhension des capitaux sociaux, humains et financiers. Cela a permis de confirmer qu'une classification catégorique pour tous les villages n'était pas possible. Le niveau socio-économique de chaque ménage est relatif à celui de ses voisins et à la richesse de chaque village. Le capital physique varie selon la qualité de la terre, l'accès au bas-fond et la proximité aux axes de transport. Le capital sociale varie selon l'interaction entre les membres des différents groupes socio-économiques, la capacité d'organisation de chaque village et le niveau de cohésion sociale et du système de chefferie. Le capital financier varie selon les activités supplémentaires menées dans les villages.

Le *tableau 1* résume les caractéristiques génériques de chaque groupe socio-économique pour l'ensemble des 15 villages, à titre informatif. Il n'est cependant pas conseillé d'utiliser une définition harmonisée pour tous les villages du programme.

Tableau 1. Aperçu générale des capitaux des groupes socio-économiques des 15 villages dans l'étude de référence

	«AISÉS»	MOYENS	PAUVRES	TRES PAUVRES
<i>En hausa</i>	<i>Mai Halin</i>	<i>Mai Dama</i>	<i>Talara</i>	<i>Talaka Talab</i>
Capital naturel	5 hectares ou plus Access au maraichage	2-5 hectares	1-3 hectares	<1 hectare
Capital physique	Bétail, ruminant, volaille Matériel agricole Charrette, charrue, moto Maison clôture, toit en tôle Boutique devant la concession	Animaux dans la cour bétail, ruminant, volaille Matériel agricole Charrette, charrue, moto Maison en banco/ toit bois	Quelques ruminants dans la cour Maison en banco, clôture modeste et dégrade	Absence d'animaux Maison en paille sans clôture
Capital humain (main d'œuvre, sante et niveau d'éducation)	Ménage polygames avec beaucoup d'enfants Bras valides Ont souvent étudié	Ménage polygame moyen Bras valides	Ménage taille réduite ; manque de bras valide pour exploiter la terre, doivent travailler pour les autres	Main d'œuvre pour l'autre travail champêtre limite (ménages plus petits) Présence de chefs de ménage femmes
Capital sociale (Systèmes de cohésion sociale et rôles et responsabilités des différents membres du village)	Appartient à des associations, groupements, et la prise de décisions au village Donnent aux très pauvres Prêtent aux moyens avec intérêt	Sont membres des coopératives/associations pour appuyer leurs activités Payent main d'œuvre dans leurs champs	Pratiquent activités artisanales	Ne participent pas aux prises de décisions au moins qu'élus par leur sagesse Dépendent souvent de leurs parents en période soudure pour des emprunts
Capital financier	Peut accéder au crédit Peut accorder du crédit avec ou sans intérêt	Accèdent au crédit dans le village même chez les «aisés» et boutiquiers Sont dans des associations Pratiquent petit commerce	Access aux emprunts limites et avec crédit	Aucun
Stratégies de survie principales	Vente des biens productifs (animaux, céréales et cultures de rente)	Vente de volaille et chèvres Embouche pour quelqu'un d'autre Exode saisonnier post récolte	Exode des bras valides Labourer le champ des autres comme journalier pour argent et nourriture	Exode Mendicité Labourer les champs des autres comme journalier pour argent et nourriture

L'interrelation entre les différents groupes socio-économiques dans le village est un facteur important pour leur moyen d'existence et stratégies de survie. On note une forte relation entre les groupes socio-économiques. Les « aisés » et quelques « moyens » du village donnent du travail journalier aux

pauvres et très pauvres pour le travail champêtre, la récolte de produits agricoles, la transformation et le tissage des résidus agricoles en clôtures. Les « aisés » cèdent leurs animaux aux éleveurs pauvres pour assurer le gardiennage. Ces activités journalières permettent aux pauvres et très pauvres de rester au village et de ne pas partir en exode. Cependant, ces activités demandent à être en bonne santé et avoir des bras valides. Ainsi, pendant la maladie ou quand la vieillesse s'approche, les opportunités de travail journalier diminuent pour les groupes socio-économiques plus bas. Dans les villages, il existe une forte pression sociale pour les plus « aisés », mais également les « moyens », qui ne peuvent pas refuser d'aider les plus pauvres.

Les « aisés » payent leurs journaliers pour les travaux champêtres en argent et en nourriture – souvent un groupe de travailleurs est embauché un jour et nourri deux ou trois fois par jour. Ceci est une source d'aliments important pour les pauvres et très pauvres qui n'ont pas les moyens de se déplacer pour acheter des vivres aux marchés. Les « aisés » sont aussi ceux qui donnent du crédit aux autres, souvent parce qu'ils ont les moyens et gèrent les boutiques du village. Toute la population n'est pas par l'accès au crédit. Seuls les « moyens » et les pauvres peuvent se permettre de prendre du crédit en espèce ou en vivres d'un « aisé » dans le village pour être remboursé après la récolte. Ceci est aussi le cas pour des femmes dont le mari est parti en exode. Elle peut demander du soutien en mil pour nourrir sa famille, ce qui ne lui sera pas refusé si son mari est en exode. Les très pauvres ne profitent pas de ce système de crédit. Ils doivent plutôt recourir à la mendicité car ils ne sont pas en mesure de rembourser.

7. La disponibilité d'aliments à l'échelle locale

7.1. La production et le rendement agricole

L'agriculture est essentiellement pluviale avec des systèmes à dominance céréalière dont le mil constitue la principale culture. Dans les bas-fonds, lorsque la nappe phréatique se situe à basse profondeur, la population pratique également le maraîchage en saison sèche. La production céréalière est généralement insuffisante en quantité pour satisfaire les besoins alimentaires de la population. Les superficies des cultures pluviales (en moyenne de 0,833 ha par actif agricole) diminuent du fait de la croissance démographique et les rendements sont faibles du fait de l'utilisation de semences locales peu productives et de matériels archaïques, d'une baisse de la durée des jachères et d'une insuffisance de l'utilisation de la fumure organique et minérale. De plus, en raison du changement climatique, les cultures sont régulièrement affectées par des pluies irrégulières, insuffisantes ou trop abondantes, qui causent des inondations et le lessivage des sols dunaires. Ainsi, de façon structurelle, les stocks de céréales au niveau des ménages ne permettent pas de couvrir les besoins alimentaires pour une année entière, même pendant les années de bonnes productions, ce qui entraîne des crises alimentaires récurrentes.

Le mil et niébé, souvent cultivés en association, occupent près de 84% des superficies cultivables, suivi par le sorgho avec 8% et l'arachide avec 6%. Les terres irrigables sont estimées à 1.754.217 hectares dont 10.000 hectares sont mises en valeur chaque année. Désormais, moins de 10% des superficies infectés sont effectivement traitées avec des interventions phytosanitaires chaque année.

La situation de l'élevage est également affectée par la baisse de la pluviométrie et la réduction de la saison des pluies, entraînant une diminution quantitative et qualitative des pâturages. En période de soudure, en l'absence d'aliments pour le bétail, les éleveurs sont alors contraints, d'une part, de descendre vers le sud à la recherche de pâturage, ce qui accentue la compétition avec les agriculteurs, et d'autre part, de déstocker à bas prix leur cheptel.

Il existe 158.130 hectares consacrés au pâturage avec plus de 2.000 km de passages balisés avec 127 couloirs. La région dispose également des infrastructures d'élevage comme les fermes bovines, les unités d'embouche et les fermes avicoles. Le cheptel, recensé en 2013 par la DRE, comptait 1.293.884 unités de bétail tropical (UBT) dont les bovins et les caprins qui constituent chacun plus d'un million de têtes, suivi par les ovins. Les asines comptent près de 145.000 tête et enfin, les camelins et les équins qui sont en très petite quantité. Les éleveurs ont des faibles pratiques d'utilisation des produits vétérinaires.

Tableau 2. La campagne agricole de 2016 à Kiéché

	Superficie (ha)	Rendement	Production
Mil	199.975	688 kg/ha	137.783 tonnes
Sorgho	47.239	661 kg/ha	31.225 tonnes
Niébé	132.621	385 kg/ha	51.059 tonnes
Voandzou	29.671	510 kg/ha	15.132 tonnes
Arachide	3.083	580 kg/ha	1.788 tonnes
Oseille	-	-	-

Source : statistiques de département technique de Dogondoutchi

Tout comme l'ensemble de la population rurale du Niger, les ménages sont constamment confrontés à un déficit de production, cristallisé durant la période de soudure qui s'étend selon les années d'avril à septembre. Ils ont alors recours au marché pour s'approvisionner. Cependant, en l'absence de régulation, la spéculation conduit à une hausse des prix des céréales (mil, sorgho, mais aussi du riz et du maïs importés) qui sont multipliés par 4 ou 5 en période de soudure.

Selon le rapport du suivi de la campagne agricole 2015 (DDA-Doutchi), le rendement moyen général est respectivement de 368 kg/ha pour le mil et de 85 kg/ha pour le niébé, au niveau des bénéficiaires des semences améliorées, contre 185 kg/ha pour le mil et 68 kg/ha pour le niébé, au niveau des ménages non bénéficiaires.

Les résultats des rendements agricoles recueillis pendant les entretiens semi structurés avec les autorités et les « sages » dans chaque village ont démontré des quantités variables dans les rendements avec ou sans engrais. Il est difficile d'interpréter les résultats (voir Annexe X). Un travail de suivi sera nécessaire après la campagne agricole pour mieux trianguler l'information sur les rendements moyens par hectare cultivé.

7.2. Système des produits alimentaires et des intrants agricoles

Au Niger, la plus grande partie de la production vivrière du pays est issue des cultures pluviales. Chaque année, le gouvernement du Niger procède à l'achat, auprès des producteurs, des milliers de

tonnes de céréales (en 2003, 13 700 tonnes de mil, sorgho et blé) à un prix rémunérateur (exemple : en 2003, 14 500 FCFA et 12 000 FCFA les sacs de 100kg de mil et de sorgho) pour combler le gap de déficit alimentaire, après l'évaluation de la campagne agricole. La démarche consiste, en la vente de ce stock aux ménages des zones soumises à des situations d'insécurité alimentaire à un prix subventionné. L'initiative, déjà entreprise pendant plusieurs années, a le double effet de rendre ces céréales accessibles aux ménages pauvres et moyens et provoquer une relative baisse des prix des céréales sur les marchés.

L'accès aux intrants agricoles de qualité a un effet bénéfique sur la production agricole et constitue un maillon primordial de la filière agricole et de la sécurité alimentaire. L'état du Niger a mis en place un service public à travers la Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA²), en charge d'assurer l'acquisition et la gestion des intrants agricoles en quantité et qualité à un prix compétitif. La CAIMA achète, stocke, reçoit les dons étrangers, applique des subventions aux engrais (dont les prix sont fixés par arrêté ministériel), répartit les livraisons sur le territoire via des dépôts (à un coût de transport équivalent sur tout le territoire) et des points de vente. L'Etat achète le sac d'engrais à 27 000 FCFA pour le revendre à 13 500 FCFA aux producteurs.

D'un autre côté, les organisations paysannes, ont développé différents mécanismes pour assurer l'accès aux intrants pour ses membres comme les Systèmes d'Approvisionnement en Intrants (SAI) qui comprennent la création des réseaux des boutiques d'intrants et/ou la commande groupée; l'approche de crédit-stockage ou warrantage, un prêt offert aux agriculteurs et agricultrices pour l'acquisition d'engrais, sur la base d'une garantie de dépôts de céréales; et des lignes de crédit, à savoir des fonds déposés par des partenaires au développement au profit d'OP partenaires et gérés par des banques ou des SFD et qui permettent de garantir des prêts accordés à ces OP dans le domaine de l'approvisionnement en intrants agricoles. Parmi ces mécanismes, celui de la commande groupée est le plus appliqué.

Malgré l'existence de ces mécanismes les produits subventionnés ne sont pas toujours disponibles, car il n'y a pas des banques céréalières et boutiques d'intrants dans tous les villages. De plus, selon la distance que les personnes doivent parcourir, le prix n'est pas toujours rentable. Aussi, dans le cas où les banques céréalières ne sont pas dans les villages, l'accès aux produits à crédit est limité ou n'est pas disponible. Des 216 ménages enquêtés pendant d'étude dans les 15 villages, moins de 5% ont dit avoir reçu des produits subventionnés pendant la dernière campagne agricole, ce qui semble indiquer la faible couverture de ces activités dans les villages.

7.3. Marchés et commerce dans la zone et dans les villages de la commune de Kiéché

Il existe un réseau dynamique de marchés dans la région, qui est un carrefour pour le transit des produits en provenance du Nigéria, du Bénin, de Côte d'Ivoire et de la capitale Niamey, voire d'autres régions du pays comme la Région de Maradi. Les marchés sont bien intégrés grâce aux distances courtes entre les villages, les facilités de transport dont les principaux villages sont connectés par des routes latérites, la situation de Kiéché et Doutchi qui sont traversés par la route nationale et sont un carrefour pour les véhicules en transit entre Maradi et Niamey.

² Centrale d'approvisionnement (CA) créée en 1978 puis devenue en juin 2010 Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles (CAIMA)

Les produits céréaliers comme le mil, sorgho, les arachides, le voandzou et le niébé généralement viennent de la région de Dosso et partent pour autres régions. Dosso est aussi fournisseur de bétail pour d'autres régions du pays, notamment aux marchés de Gaya, Koni et Niamey. La zone est une région fournisseur des produits maraichers pour Niamey surtout pendant la contresaison. Les vivres importés par les commerçants sont le maïs qui vient du Benin et remplace le mil pendant les mois de soudure, et le riz de Niamey ou du Nigéria. En général les vêtements, articles de la maison, les articles électroniques et électriques proviennent du Nigéria ou du Benin.

Au plan national, malgré le déstockage par les grands commerçants et producteurs en juin-août 2017 pour financer la campagne agricole en cours, l'offre sur les marchés est en dessous de la moyenne à cause du maintien des mesures restrictives au Nigeria. L'exportation du bétail et du niébé vers le Nigeria à partir des marchés du Niger vont continuer à engendrer des revenus en dessous de la moyenne et des baisses atypiques de pouvoir d'achat pour les éleveurs et les producteurs de cultures de rente. Par ailleurs, les flux internes et transfrontaliers vont se poursuivre normalement et approvisionner régulièrement les marchés structurellement déficitaires du Niger³.

La hausse des prix des denrées alimentaires de base continuera jusqu'en septembre 2017 à cause des disponibilités moyennes à inférieures à la moyenne saisonnière sur certains marchés. Par contre, à partir d'octobre jusqu'en janvier 2018, à la faveur des récoltes qui vont améliorer les disponibilités sur les marchés et dans les ménages, les prix vont évoluer à leur niveau moyen et, dans certains cas, en dessous de la moyenne saisonnière.

La demande sur les marchés a augmenté en juillet à cause des besoins de semences en vue de la préparation de la campagne agricole, la reconstitution des stocks par les éleveurs de retour de la transhumance, le retour des migrants et l'avènement de Ramadan. Cela pourrait maintenir l'évolution en hausse des prix à des niveaux atypiques par rapport à ceux de l'année passée et de la moyenne quinquennale. Cela pourrait également limiter l'accès alimentaire des ménages pauvres.

Le marché du bétail va continuer à être perturbé par la baisse de la valeur de la Naira et les effets du déficit fourrager enregistré cette année. Toutefois, en raison de la fête de Ramadan et de Tabaski, il est probable que la demande augmente et entraîne une pression à la hausse sur les prix par rapport au mois passé. Cependant, les prix demeureront en-dessous de la moyenne quinquennale du à la baisse de la demande à l'exportation vers le Nigeria qui constitue le plus gros débouché.

Les marchés dans la commune de Kiéché sont des marchés ruraux hebdomadaires caractérisés comme un endroit de rencontre et dynamique malgré leur petite taille. Les villageois les fréquentent pour vendre leurs produits et acheter leurs vivres et condiments selon les saisons. Ils sont surtout fréquentés par les hommes pour les achats. Cependant, les femmes qui ont des produits à vendre se déplacent aussi. Les distances entre les marchés ne dépassent pas 20 km et le marché le plus proche pour les villages dans l'étude est entre 5-10 km. Il existe une forte influence des marchés du Nigeria à proximité (parfois seulement quelques km) et les fluctuations de la monnaie nigérienne, le Naira. Les transactions commerciales transfrontalières à petite échelle sont normales, la population fréquente

³ <http://www.fews.net/fr/west-africa/niger/food-security-outlook/june-2017>

les marchés de la commune et les marchés de Nigeria également, surtout le marché de Batchaka, pour s'approvisionner et revendre dans les villages.

Dans la commune, Guala reste le marché rural le plus grand parmi les villages, suivi de Rey Rey et Tombon Gatao pour des transactions à petite échelle locales. Le marché hebdomadaire les vendredis à Douchi à 17km de Kiéché est le plus fréquenté par les grossistes et les intermédiaires, mais aussi par des clients des villages de Kiéché des commerçants des villages qui viennent s'approvisionner.

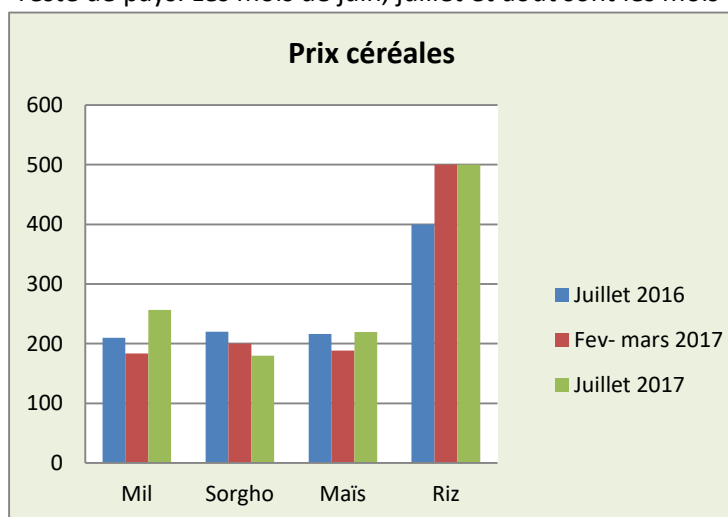
La disponibilité de vivres est fortement marquée par la période de récolte quand les villageois versent leur produit sur le marché à des intermédiaires quand le prix est bas, pour pouvoir s'approvisionner d'autres besoins et payer leurs dettes. Dès fin février, les villageois retournent aux marchés pour acheter leurs vivres de base et les condiments, car leurs stocks de céréales commencent à s'épuiser. A cette période, les prix commencent à augmenter. Les difficultés d'accès aux produits pendant la période de soudure sont dues au prix. Les ménages n'ont dès lors pas les moyens de se les procurer.

7.4. Analyse de marché des produits céréaliers, Juillet 2017

Durant la période de l'étude, les ménages dépendent pratiquement à totalité des marchés pour couvrir ses besoins alimentaires et seulement des produits complémentaires comme les feuilles sauvages ne sont pas achetées. Le mil est toujours la base de l'alimentation des ménages mais pendant cette période, les stocks sont épuisés depuis un bon moment, surtout pour les plus pauvres. Le mil et le riz sont disponibles sur le marché pour ceux qui ont les moyens.

7.4.1. Produits céréaliers

L'analyse faite de la situation **des produits céréaliers** dans les marchés locaux, montre une évidente hausse du prix de mil pendant cette période de l'année par rapport à l'année 2016, comme dans le reste de pays. Les mois de juin, juillet et août sont les mois dont les ventes de mil sont généralement



les plus élevés de l'année car les familles ont épuisé leur stock et dépendent complètement de l'achat jusqu'à la prochaine récolte. Au mois de juillet, le prix du mil à Douchi est à 26.000 FCFA le sac de 100kg, ce qui signifie une hausse de 35% par rapport à la période sèche de cette année ou le sac de mil de 100kg coûtait 17.000 FCFA, et de 27% par rapport à la même période de l'année 2016 quand le prix était 19.000 FCFA/sac.

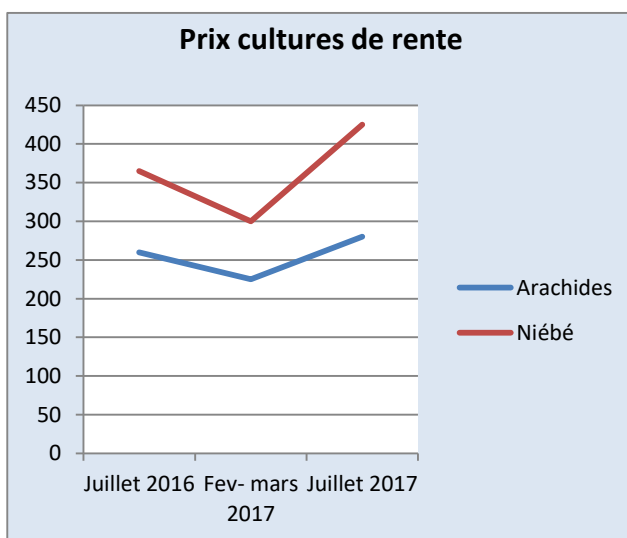
La situation est très différente pour le riz et le maïs. En effet, pour ces deux produits, les prix sont assez stable car ils dépendent de l'importation. Quant au sorgho, s'agissant d'une céréale secondaire consommée en combinaison avec les autres céréales, son prix a tendance à diminuer en cette période de soudure car il ne constitue pas un élément important dans le panier du ménage dût, notamment,

par une faible demande. Ceci est d'autant plus vrai lorsque les ménages ont leur propre production de sorgho.

En conclusion, il est important de prendre en compte la forte hausse du prix du mil en cette période de soudure. Non seulement par le fait que les ménages doivent subir cette hausse importante pour un produit constituant son alimentation de base mais aussi dans l'analyse de l'évolution de la baseline du programme. En effet, la hausse du prix du mil oblige à reconsidérer l'année 2017 comme l'année normale de référence pour les analyses futures.

7.4.2. Cultures de rente

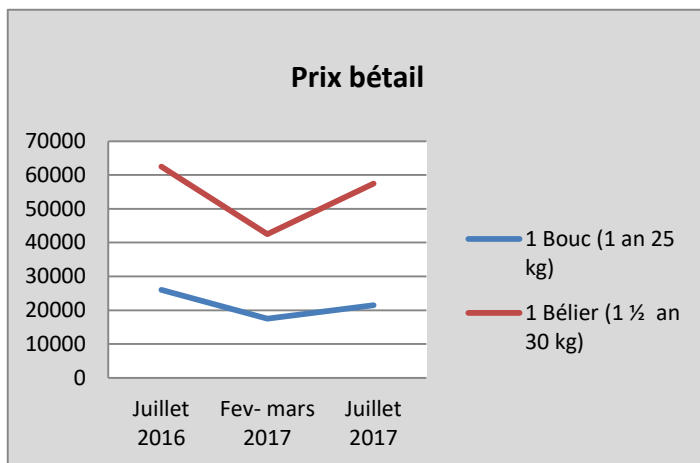
Les produits de cultures de rente sont analysés en tant que part importante des revenus des ménages et pas comme source d'alimentation. La situation dans les marchés au moment de l'étude montre des prix élevés car les stocks sont épuisés. Les volumes de vente sont également plus élevés pendant cette période, surtout pour les arachides principalement dû à l'extraction de l'huile d'arachide constituant une activité génératrice de revenus importante (surtout pour les femmes qui exerce cette activité même pendant la période entre les récoltes). Le commerce des arachides continue et les volumes des ventes sont élevés pendant cette période,



non pas pour la consommation des ménages, car ils utilisent des petites quantités (surtout des produits dérivés comme l'huile et le tourteau) mais pour la transformation. Le niébé, quant à lui, est surtout destiné à la vente dans les grandes villes. Dans les villages, il est difficile de le trouver. Seuls les ménages nantis et moyens l'utilisent comme plat avec du riz pour son apport énergétique et ce, dans des petites quantités car son prix est très élevé.

7.4.3. Bétail

Pour ce qui concerne le bétail, les marchés de bétail dans la commune de Kiéché sont de petite taille. Le plus grand se trouve à Dogondoutchi même s'il reste de moyenne envergure, malgré les transactions opérées avec le Nigéria. Les transactions les plus importantes concernent les caprins et les ovins qui sont vendus toute l'année. Le commerce des bovins (taureaux et vaches) n'est pas très important. Les animaux sont achetés pour permettre l'activité d'embouche effectuée par les ménages plus «aisés». Ce sont aussi ces ménages aisés qui vendent les bovins, notamment car ces derniers sont «aisés» utilisés pour les travaux champêtres. Ils ont l'habitude d'acheter quand les prix sont plus bas pour les vendre pendant les périodes où les prix sont à la hausse. La stratégie de vente pour les ménages qui font de l'embouche est de vendre les animaux en période de fête (les semaines avant la Tabaski ou avant la fête de fin de Ramadan). Ce n'est qu'en situation de crise qu'ils les vendent en dehors de ces périodes.



En général les dates des évènements culturels comme la Tabaski et la fin du mois de Ramadan influencent les prix et les volumes des ventes. Ainsi, pour cette année 2017, au mois de juillet les prix et les ventes des moutons ont commencé à augmenter en vue de la fête de Tabaski prévue début septembre. Le prix du bélier s'élève entre 55.000 et 60.000 FCFA, quasi le double de la période sèche.

Par rapport à l'année 2016, il n'y a pas des différences significatives, les prix sont similaires. Selon les informations officielles, en 2016 les prix du bétail ont été affectés par la baisse de la Naira (monnaie du Nigeria). Pour cette année, la vente des animaux est affectée par la situation générale d'insécurité alimentaire et fourragère de la population, raison pour laquelle il n'y a pas trop de différences.

En général, les animaux représentent les épargnes des ménages et constituent les ressources qu'ils peuvent mobiliser en cas de difficultés. Ainsi, la vente de bétail est perçue plus comme une stratégie de survie qu'une stratégie habituelle génératrice de revenus.

Pour les ménages pauvres et très pauvres, ils achètent seulement des produits très basiques pour un montant approximatif de 3.400 FCFA par semaine. Ces produits sont complétés avec les aliments journaliers payés avec de la nourriture, les dons (mendicité) et les produits issus de la cueillette principalement des feuilles, utilisés pour la préparation de la nourriture.

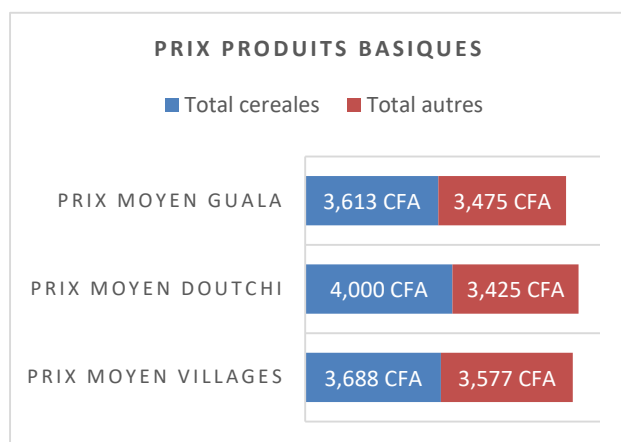
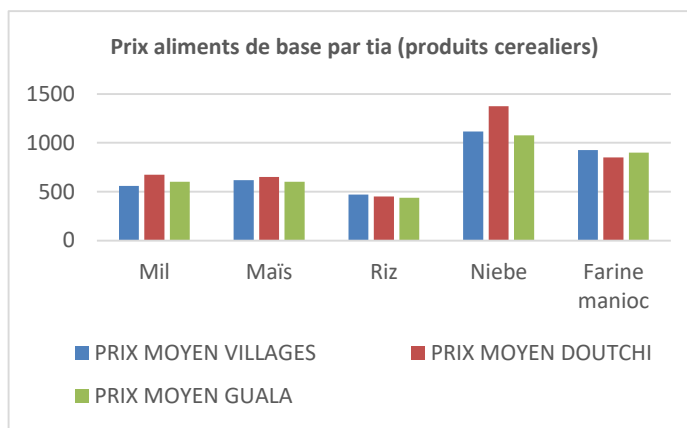
Pour les ménages « moyens » et plus « aisés », la difficulté est de séparer ce qui est utilisé véritablement pour la consommation de la famille et ce qui est utilisé pour la rétribution des journaliers travaillant dans leur champ (qui concerne essentiellement des produits comme la farine de manioc et le niébé). En général, le panier des ménages moyens s'élève à 16.371 FCFA et pour les plus « aisés », à 28.650 FCFA par semaine.

7.4.4. Analyse des prix des denrées de base

L'analyse des prix est faite pour les denrées de base les plus consommées par les ménages constituant le panier alimentaire (céréales, tubercules, condiments et produits d'hygiène). Les prix ont été recueillis auprès des détaillants/boutiquiers dans chacun des 15 villages de l'étude et comparés avec les prix de marché de Guala et Dogondoutchi. Ceci permet de détecter une différence de prix et mieux comprendre si les ménages qui ne peuvent pas se déplacer pour aller aux marchés, payent plus pour leurs achats que ceux qui se déplacent. Il est supposé que la décision de se déplacer au marché est une combinaison de choix de denrées, du prix des denrées au marché, du coût de transport pour se déplacer au marché et du besoin de vendre quelque chose.

Cette étude de prix de marché s'est seulement concentrée sur l'identification de la différence des prix entre le village et les marchés pour mieux comprendre l'accès aux denrées disponibles pendant la période de soudure quand les stocks à la maison sont bas, et les ménages les plus pauvres dépendent plus de la cueillette et du travail contre la nourriture par manque de moyens financiers pour se rendre au marché.

Dans les villages, parmi les différentes vivres, les prix les plus élevés en juillet sont le maïs, le niébé et la farine de manioc. Si on compare les prix entre les villages et les marchés de Guala et Doutchi, les prix sont fort similaires. Les produits comme le sucre, l'huile, les produits d'hygiène qui viennent d'ailleurs sont plus élevés dans les villages. Les boutiquiers qui vendent ces produits doivent s'assurer une petite marge bénéficiaire pour pouvoir aller aux marchés et s'approvisionner pour la revente.



De même, si on compare le cout total des produits analysés (14 produits considérés comme de base : alimentaires et d'hygiène), le cout est similaire et la différence est de moins de 5% entre le total le plus élevé et le total le plus bas. A Guala, certains produits en provenance du Nigéria sont moins chers. A Doutchi, les produits agricoles régionaux sont plus chers que ceux que l'on trouve dans les villages.

8. L'accès au crédit et la vie associative

La plupart des villageois sont exclus du système financier et leur capacité d'épargne est extrêmement réduite. Il existe un système informel de crédit, avec ou sans intérêt géré, appliqué par les plus «aisés» de la communauté. L'interaction entre ceux qui donnent du crédit et qui ceux le demandent est informelle. En revanche, l'obligation sociale d'appuyer des ménages sans ressources est aussi forte dans les villages et obligent certains à donner aux autres via un système traditionnel de redistribution, qui se base sur le prêt, la donation, le troc et le travail contre la nourriture. Les liens parentaux rajoutent une obligation sociale entre les ménages, ainsi que l'existence des personnes en exode qui s'absentent du village avec la promesse de pouvoir repayer leurs dettes au retour. Il reste quand même une couche de la société dans chaque village pour laquelle le crédit reste impossible et qui les amène à mendier, car personne ne leur font crédit. Plusieurs groupements et associations ont été fondés pour améliorer l'accès financier des villageois pour une même activité: extraction d'huile

d'arachides, marechage, elevage ou argiculture. Les institutions financières et de micro-crédit sont moins présentes.

Les principales raisons pour demander des crédits pour les ménages les plus pauvres sont les besoins en aliments et les dépenses de santé. Pendant la saison des pluies ils demandent plus de crédit pour les aliments car leur stock sont épuisés depuis longtemps. Il y a une grande différence entre les ménages par rapport aux besoins de crédit. Les plus pauvres doivent demander des crédits pour survivre et sont toujours endettés, par contre, les « moyens » et les plus « aisés » demandent des crédits dans des situations exceptionnelles. Par exemple, s'ils ont perdu leurs récoltes, s'ils perdent leur bétail pour cause de maladie, ou pour investir.

Une autre option de crédit concerne les boutiquiers des villages. En effet, ceux-ci vendent des produits à crédit qui sont remboursés en espèce. D'autre part, les personnes qui ont comme activité la gestion d'un moulin vendent les produits à crédit. Ces crédits peuvent être remboursés en espèce ou en nature. Le plus souvent, ils sont remboursés en nature.

Le troc est encore un mécanisme utilisé par des ménages moins « aisés ». En période de soudure, le troc est utilisé pour des petites quantités, comme par exemple, une louche de mil contre une louche de lait de vache pour la préparation de la boule.

Les ménages pauvres ont l'habitude de demander des aliments à crédit auprès des plus « aisés » du village. Ils les remboursent, en nature, après la récolte avec des produits des cultures de rente ou avec des jours de travail dans les champs pendant la saison des pluies. En revanche, les ménages très pauvres, qui n'ont pas la capacité de rembourser, utilisent la mendicité, souvent sous forme de dons alimentaires.

8.1. Associations et groupements

La présence de groupements et d'associations dans les 15 villages de la zone est importante. 73 ont été identifiés, probablement du à la présence des projets pendant des années. L'étude n'a pas analysé en profondeur leur fonctionnement. Cependant, des entretiens avec certains groupements ont eu lieu dans chacun des 15 villages pour avoir un aperçu de sa composition, de ses critères de sélection et son mode de fonctionnement. Les groupements se ressemblent beaucoup dans leur façon de s'organiser. On note des groupements spécifiques pour les femmes. L'étude n'a pas établi de différence entre les groupements et les associations.

Tableau 3. Liste des 73 Groupements et associations dans les 15 villages de l'étude

Village	No Serie	Nom/type associations
1. Makéra	1	Association d'Extraction d'huile
	2	Comité de salubrité
	3	Association des Agriculteurs
	4	Association des Eleveurs
	5	Association des coiffeurs traditionnels
2. Makoissa	6	Comité de gestion du site maraicher
	7	Comité de l'élevage naisseur (chèvres)
	8	Comité de l'embouche ovine (béliers)

	9	Comité de gest de la Banque de céréale
	10	Comité de petit crédit villageois
3. Rey-rey	11	Comité des marabouts du village
	12	Association des Agriculteurs
	13	Association des Eleveurs
	14	Comité de gestion du site maraicher
	15	Comité de gestion des puits villageois ou Comité de gestion des points d'eau (COGPE)
	16	Comité de l'élevage naisseur (chèvres)
	17	Comité de l'embouche ovine (béliers)
	4. Dgon Gao	18
19		Association Mata Massou Doubara (MMD)
20		Comité de micro-crédit
5. Garin Guéro	21	Association des femmes
	22	Comité de gestion des points d'eau
	23	Comité de salubrité
	24	Comité de gestion du moulin
6. Bakin Tapki	25	Association de maraichage
	26	Association d'Extraction d'huile
	27	Association d'eleveurs
	28	Association de gestion de la Banque de Céréale
7. Tombon Gatao	29	Association des cultivateurs des villages
	30	Comité de gestion de la Banque de céréale
	31	Comité de gestion l'embouche ovine
	32	Comité de gestion de l'élevage naisseur
	33	Association des femmes Tashi don kanka (tontine)
8. Mazoubi	34	Groupement des chèvres
	35	Comité d'hygiène
	36	Comité des moutons
	37	Groupement des maraichers
	38	Comité de la Banque de Céréale
	39	Groupement des agricultures
	40	Groupement des éleveurs
9. Bakarkassa	41	Comité d'élevage naisseur
	42	Association de Mareynia
	43	Association des Agriculteurs
	44	Comité de gestion des points d'eau
	45	Association des femmes (Extraction d'huile, embouche, petit commerce)
10. Kiéché	46	Groupement Albarka
	47	Groupement Tachi Ga kanka
	48	Groupement Kama jiki
	49	Groupement Nayi niya
	50	Groupement Habbanayé
	51	Groupement des agriculteurs
	52	Groupement Mougama Hanou
	53	Association des marabouts

	54	Association des bouchers
11. Birey	55	Associations feminine de tontin : Mamatsu Dubara, Alheri, Abboutada
	56	Association d'agriculteurs
	57	Association des éleveurs
	58	Association des jeunes
	59	Groupement Abou Ga Allah (tontine)
12. Kwonkorindo	60	Groupement Mata massou jinkay
	61	Groupement maraicher
	62	Association Assojouna
13. Bourgouzou	63	Association Hadinday
	64	Association Niya da kokari (tontine et crédit aux femmes)
14. Bado	65	Association Hankourin safara (cultures maraichères)
	66	Association Asso da gaskia (agriculture)
	67	Association Haské mata
	68	Association Hakin Kay
	69	Association Ataimakijuna (Kiyon Yara)
	70	Association Kawadata (élevage)
15. Garin Beïdou	71	Comité salubrité
	72	Comité embouche
	73	Association des chèvres naisseurs
	74	Association des éleveurs

Presque tous les villages visités disposent de groupements de femmes (appelés « *tontine* »). Ce système de « *tontine* » se base sur la cotisation des membres réguliers, facilitant le crédit généralement membres, mais également aux hommes et femmes qui ne sont pas membres du groupement. Les associations des femmes pour l'extraction d'huile d'arachide, fondées par une ONG, étaient les plus présentes. Les coopératives d'agriculteurs, d'éleveurs et de maraîchage existent aussi pour faciliter le crédit pour ses membres. Généralement, les membres des groupements doivent cotiser pour participer, limitant la participation des personnes plus pauvres. Le dernier groupe sont les banques céréalières villageoises, qui stockent les céréales récoltées pour les revendre à un prix plus bas que le prix du marché pendant la période de soudure.

Les conditions des crédits avec les associations ou groupements sont généralement meilleurs, les crédits avec des personnes particulières sont généralement plus abusives et arrivent à taux d'intérêt même de 50%.

Généralement l'accès aux groupes existants est conditionné au paiement d'une cotisation régulièrement ce que limite l'accès aux femmes et hommes plus pauvres et donc l'associationnisme aussi est un actif disponible pour les ménages moyens et plus « aisés » et ne pas incluent avec les plus pauvres. D'autres critères d'exclusion des groupements qui peuvent se trouver sont l'interdiction de participer pour les femmes célibataires, les personnes avec handicap, les personnes âgées et femmes enceintes qui ne peuvent pas travailler.

Les femmes s'agroupent surtout dans des associations d'épargne et coopératives pour l'extraction d'huile d'arachides, et plus nouvelles, les associations de maraichage et élevage pour les femmes bénéficiaires de ce type des projets. Généralement, l'origine de ces associations c'est un projet implémenté par une organisation, mais certaines parmi eux fonctionnent il y a des années. Le plus souvent on trouve des tontines, des associations des femmes pour faciliter l'épargne et l'accès au crédit surtout pour ses membres mais aussi pour d'autres dans les villages. Dans les dernières années la municipalité a promu la constitution légale de ce type d'associations et aussi la création des nouveaux groupements qui payent des impôts annuels à la mairie.

Pour les hommes les groupements plus fréquentent sont les associations des agriculteurs, éleveurs ou de maraichage. L'associationnisme formel parmi les hommes est plus nouveau en relation avec les femmes, et la raison principale et pour avoir l'opportunité de bénéficier des projets et support de l'état et des organisations.

Dans deux villages (Birey et Bapki Tapki) existent des associations des jeunes qui cherchent le développement des villages et des opportunités pour les jeunes pour éviter l'exode.

Il y a aussi les banques céréalières qui fonctionnent d'une manière associative et les comités de gestion des points d'eau même si ne pas dans tous les villages et avec un but différent.

La principale faiblesse de l'associationnisme est le manque de préparation des responsables, trop souvent sont des personnes analphabètes qui ont été nommé responsables pour son rôle dans la communauté mais sont des personnes âgées et sans préparations spécifique, et donc doivent chercher le support externe pour la gestion des organisations.

9. La sécurité économique des ménages

9.1. Sources d'aliments

La principale source d'aliments pour tous les groupes est la production propre en céréales et le marché, pour les vivres et pour les condiments nécessaires pour faire la sauce. Le marché devient la source principale pour les ménages qui finissent leurs stocks de céréale. Les très pauvres peuvent épuiser leur stock des janvier (2-3 mois post récolte), les pauvres en mars (5 mois post récolte), les moyens en juin/juillet (7-8 mois post récolte qui représente le début de la soudure pour tous) et les «aisés» peuvent couvrir 10-12 mois de leurs besoins en céréales. Le mil est la céréale de base, augmente avec le sorgho pour quelques ménages. Le maïs est souvent la céréale achetée pendant la soudure sur les marchés. En 2017 le prix de mil est haut, et le maïs remplace le mil pour ceux qui achètent.

La dépendance sur le marché pour se nourrir avec les aliments de base est un signe de pauvreté. L'habilité de stocker la céréale nécessaire pour le ménage et de compléter avec des autres denrées alimentaires caractérise les moyens et «aisés». Les très pauvres n'ont pas les moyens financiers d'aller au marché pour acheter, et peuvent utiliser les boutiques du village. Ils se déplacent à pied au marché pour chercher du travail et vendre des produits quand il faut et ceci les permet d'acheter un peu.

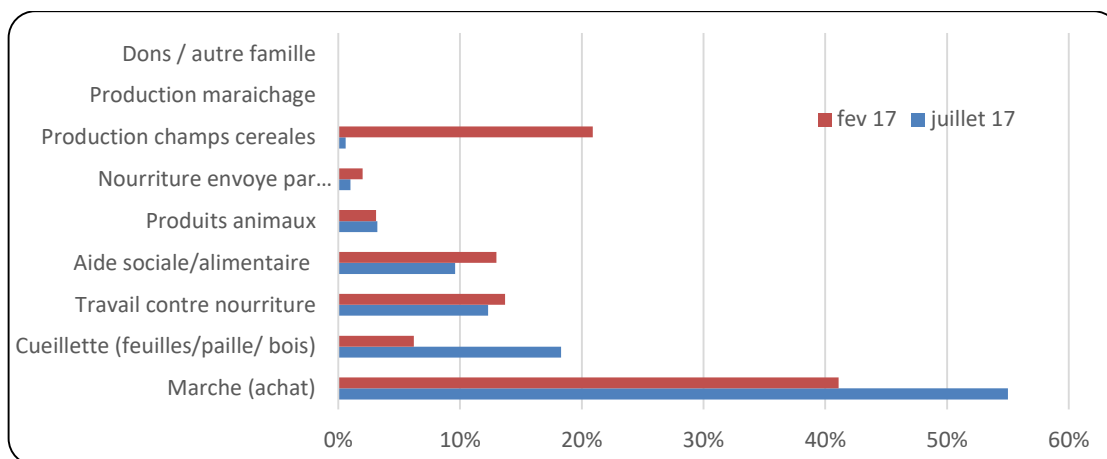
La nourriture contre le travail est une source importante pour les très pauvres et pauvres aussi. Le travail champêtre chez les autres est payé en espèce avec deux ou trois repas fournis par l'employeur. Ceci représente une importante source d'aliments pour le pauvre et très pauvre sans temps de soudure. Tout cela est complété par la cueillette et la chasse. Plusieurs feuilles vertes sont disponibles sans temps de pluies pour les ménages, qui sont la base de toute sauce. Il faut des bras valides pour cette cueillette.

Les sources d'aliments par groupe socio-économique sont détaillées dans la Figure 2. On note que les «aisés» ont moins de sources que les autres groupes, tandis qu'ils trouvent leur nourriture principalement à travers leur propre production et l'achat au marché. Les moyens et les pauvres ont plus de sources d'aliments y compris la cueillette et l'aide sociale. Les moyens ont du crédit pour le mil, qu'ils devront rembourser post-récolte. Les pauvres ne reçoivent pas ce mil au crédit. Le travail contre la nourriture est une source d'aliments spécifique aux pauvres/très pauvres et veut dire qu'ils font du travail journalier chez les autres. Ce n'est pas une source commune pour les ménages moyens, même si cette année a connu une baisse de l'aide de la part des exodes car les prix des aliments sont chers, et quelques moyens ont travaillé les champs des autres.

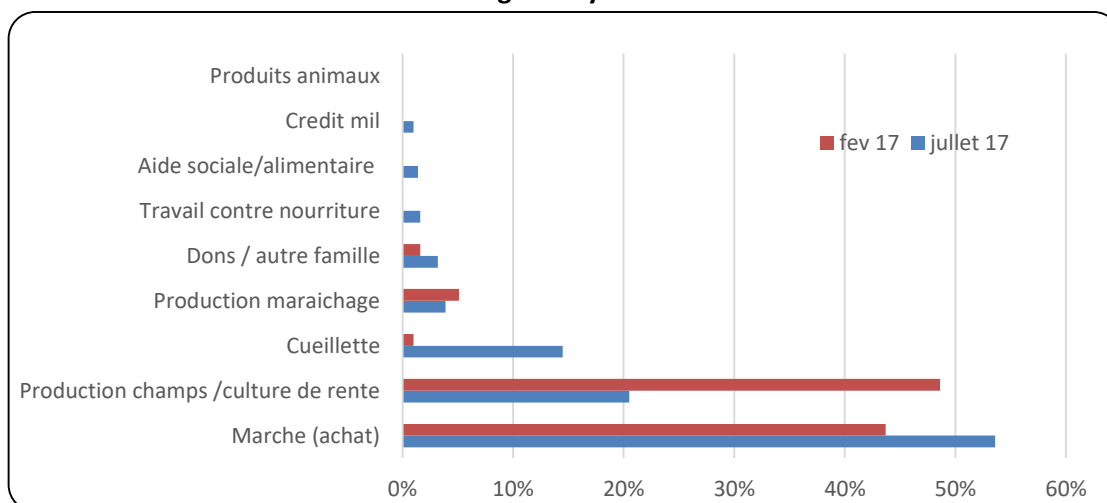
La comparaison des sources entre le temps de soudure, et la fin de l'hivernage démontre que le marché est une source d'aliments toute l'année et représente entre 40 et 55% de la source des aliments de tous les groupes socio-économiques. Ceci veut dire qu'ils sont vulnérables aux hausses de prix de marche. Il faudrait comparer les sources avec celles du mois d'octobre 2017, qui est le mois de post récolte, pour avoir une meilleure compréhension des sources toute l'année.

Figure 2. Comparaison des sources d'aliments des ménages pendant la période de soudure (juillet 2017) et la période de fin d'hivernage (février/mars 2017) pour chaque groupe socio-économique des 15 villages de l'étude. Source : Groupes Focaux dans 7 des 17 villages

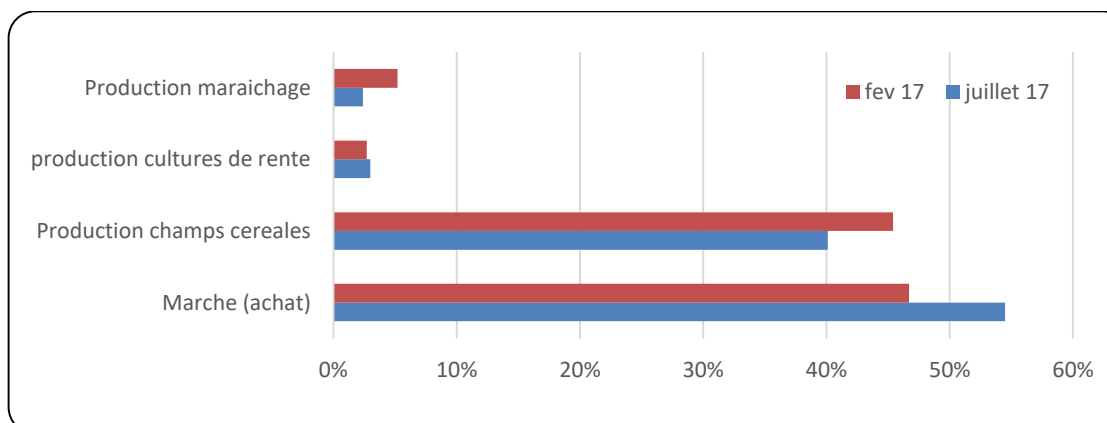
Ménages Pauvres



Ménages Moyens



Ménages «aisés»



9.2. Principales sources de revenus

Les activités économiques des villages se ressemblent, fondées sur des activités agricoles et le petit commerce. Les ménages «aisés» et moyens investissent dans des autres biens productifs, notamment la volaille, les chèvres/moutons et les bovins. Cette capacité d'investissement les permet de mieux gérer leur économie du ménage, aller au marché et profiter de la vente et achat aux meilleurs prix et assurer les stocks à la maison pendant toute l'année. Les «aisés» peuvent embaucher la main d'œuvre pour le travail de champs et maximiser le potentiel de leurs champs, pendant qu'ils font des activités commerciales. Souvent les «aisés» sont les boutiquiers du village et génèrent des revenus avec des activités multiples. Il est possible que certains membres du ménage soient partis en exode à l'étranger.

Les moyens n'ont pas la même capacité d'investissement et dépendent plus de leurs récoltes en céréales et produits de rente pour l'année, mais ont aussi une capacité de faire du petit commerce et vente/achat au niveau du village qui les génère de l'argent. Leurs animaux servent d'épargne pour la soudure et leur permet de minimiser les dettes avec intérêt, néanmoins, l'accès à l'emprunt pendant la soudure les permet de gérer leur économie et éviter l'exode rurale a longue durée. Les pauvres et très pauvres n'ont pas une capacité d'autosuffisance agricole et ajoutent plusieurs activités pour augmenter leurs sources de revenus. Ils travaillent comme journaliers car leurs champs sont plus petits, et ne sont pas toujours exploitées au maximum par manque de main d'œuvre et de la traction animale. Leurs sources de revenus pendant la soudure sont précaires et depuis juin commencent à vivre du jour à jour. Les ménages moyens enviaient des membres à l'exode dans les mines d'or dans le pays, mais leur fermeture par le gouvernement (vers avril 2017 pour la mine d'or du Djado au nord du pays et juillet 2017 pour la mine d'or de Tamou a l'Ouest du Niger) est un effet négatif sur cette activité d'exode lucrative. Ce groupe socio-économique a donc vu une diminution dans leurs sources de revenus cette année. Ils ne semblent pas encore eus commencé à chercher des opportunités d'exode alternatives utilisées par les pauvres et très pauvres, car elles ne paient pas si bien.

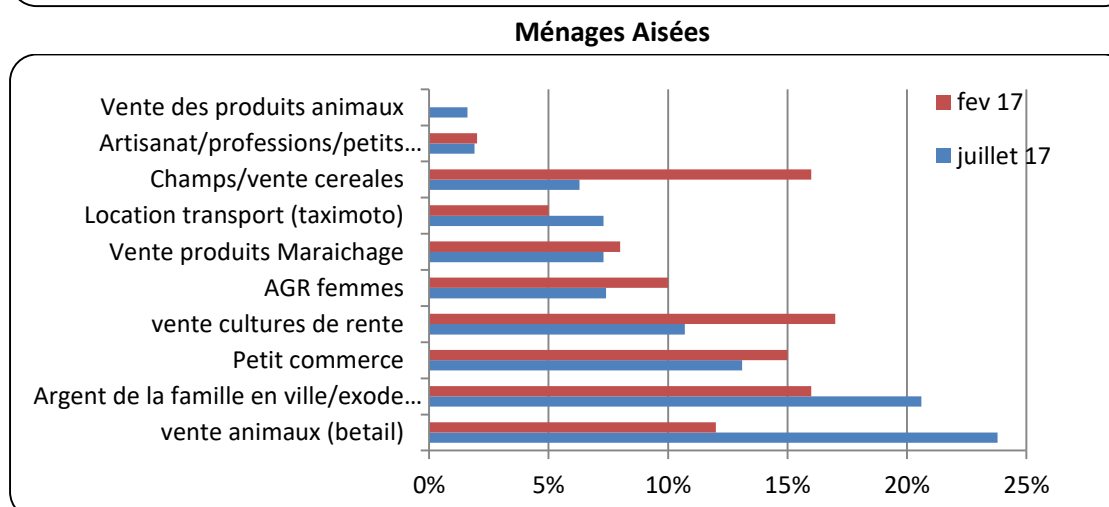
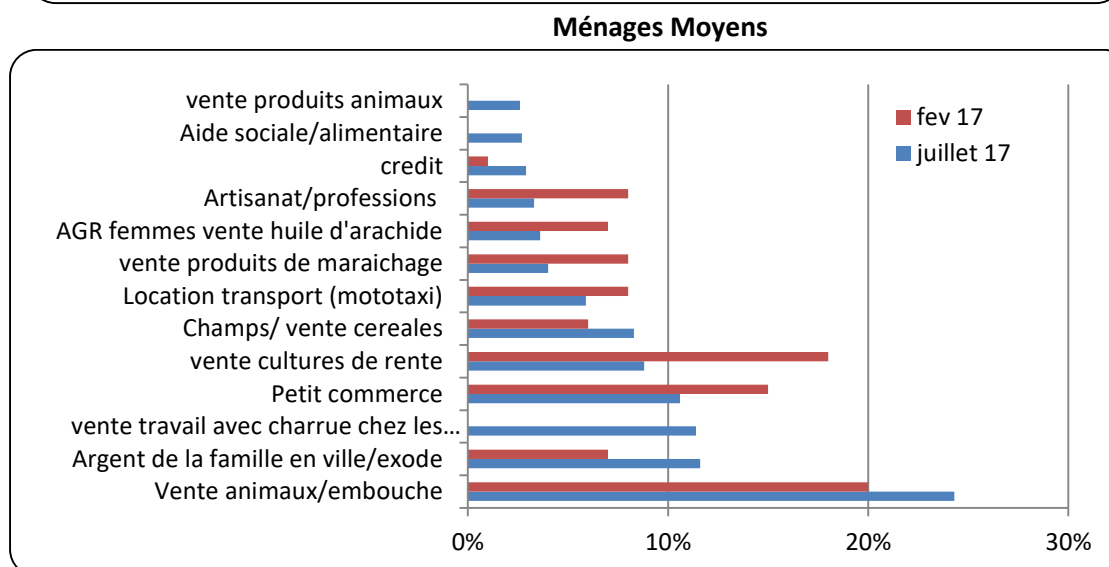
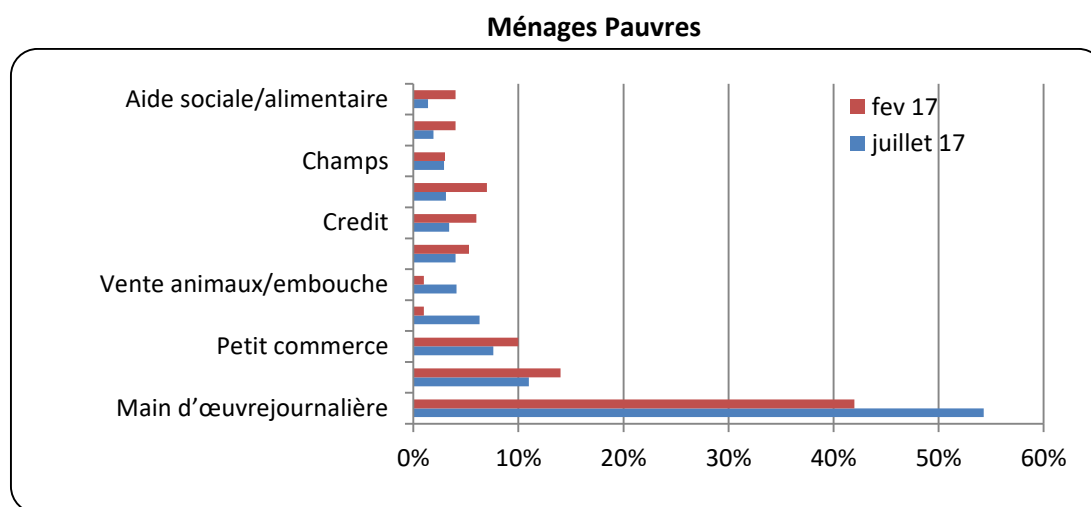
La cueillette et activités comme la boucherie, forgeron, maçon sont menés par les pauvres. Les très pauvres doivent mendier en soudure. Pour les pauvres et très pauvres, l'exode des bras valides est l'activité nécessaire, souvent immédiatement post récolte en octobre pour pouvoir affronter les longs mois de soudure ou leurs sources de revenus sont restreints. L'exode est un phénomène masculin, tandis que le travail journalier est pour femmes et hommes de tout âge, enfants inclus. Le taux de travail journalier en Juillet est 1500 pour les hommes, 1250 pour les femmes, une baisse de 25% en comparaison avec Juillet 2016. La faible capacité d'épargne et investissement sépare les pauvres et très pauvres des autres.

Tableau 5. Sources de revenus principales, deuxième et troisième pendant la période de soudure (juillet) et la saison sèche (fin février/mars) pour chaque groupe socio-économique.

	«AISÉS»		MOYENS		PAUVRES		TRES PAUVRES	
	juillet	février	juillet	février	juillet	février	juillet	février
Source principale	vente produits agricoles	petit commerce	élevage	vente produits agricoles	argent de l'exode	artisanat	journalier chez les autres	vente produits agricoles
Deuxième source	et petit commerce	élevage	Petit commerce	vente produits de rente	élevage	vente produits agricoles	élevage	vente produits de rente
Troisième source	élevage	vente produits de rente	vente produits de rente	élevage	cueillette	Vente produits de rente	cueillette/ argent des exodes	-

Source : 216 enquêtes ménages

Figure 3. Comparaison des sources de revenus des ménages pendant la période de soudure (juillet 2017) et la période de fin d'hivernage (février/mars 2017) pour chaque groupe socio-économique des 15 villages de l'étude. Source : Groupes Focaux dans 7 des 15 villages



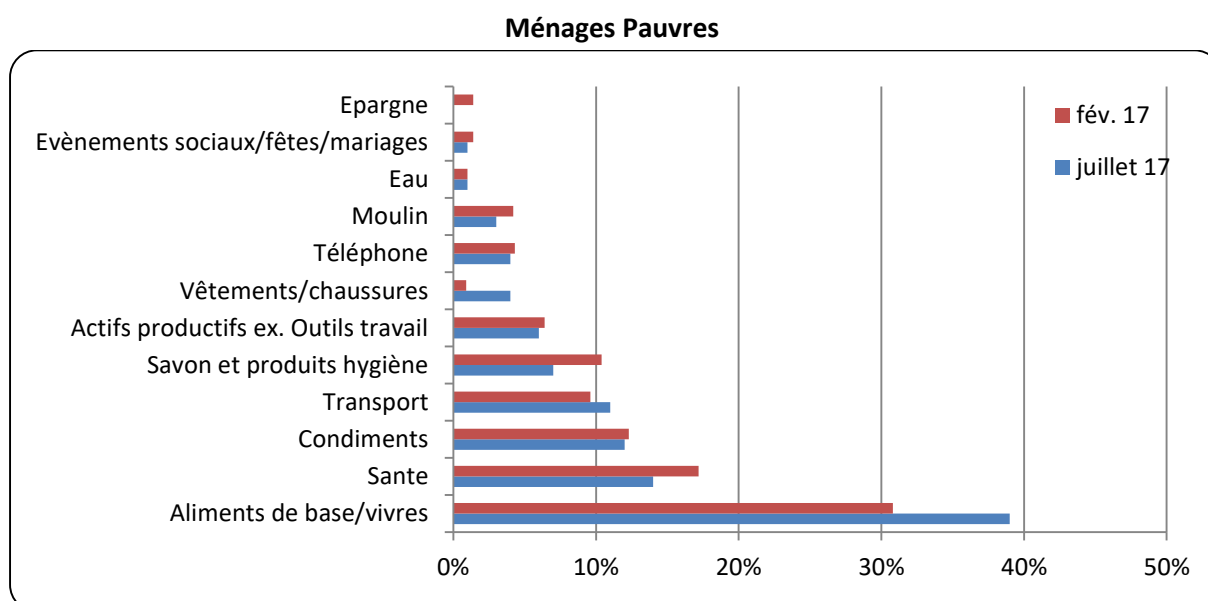
9.3. Les dépenses principales par groupe socio-économique

Vue le bas niveau d'autosuffisance alimentaire avec les activités agricoles et la faible participation dans des activités de commerce et transformation de produits agricoles, les ménages dans tous les groupes socio-économiques dépensent la plupart de leurs revenus en denrées alimentaires, soit les vivres qui représentent entre 20 et 40% des dépenses des ménages, soit les condiments qui représentent entre 5 et 10% des dépenses des ménages. Les groupes focaux ont permis d'identifier les trois dépenses principales par groupe en juillet 2017 (temps de soudure) et fin février/mars (4-5 mois post récolte, saison d'hivernage et possible début de soudure pour les ménages pauvres et très pauvres). La figure 4 détaillée les dépenses par groupe socio-économique et par saison. On note peu de différence dans la priorisation de dépenses entre les saisons (soudure et fin de période froid/saison sèche).

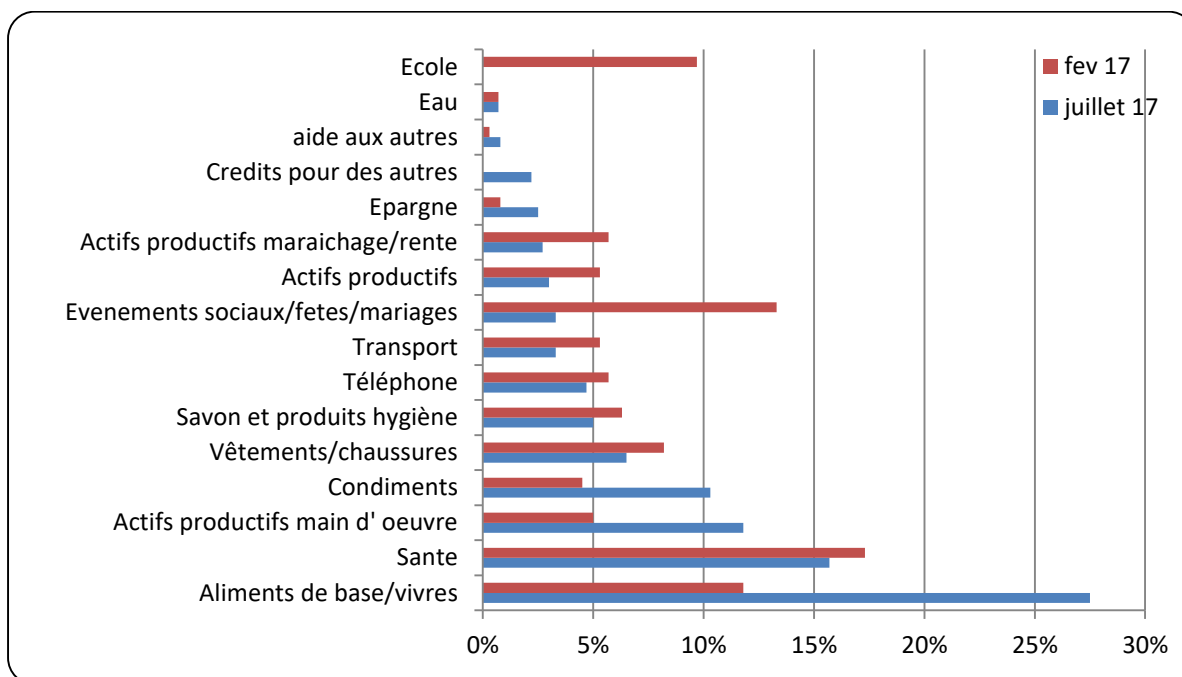
La santé est aussi une dépense importante pour chaque groupe socio-économique, et sont cités régulièrement parmi les 3 principales dépenses du ménage. Chaque groupe socio-économique dépense selon leurs moyens, on note une différence considérable dans le montant des dépenses et la variété de denrées achetées dans les données recueillies pendant les enquêtes ménages (entre 1000 pour les ménages très pauvres et 65,000 pour les ménages aisés). Les dépenses de la santé sont un fardeau pour les ménages, car même si certaines consultations sont censées d'être gratuites, le transport pour aller à la consultation, le cahier de santé et les ordonnances elles-mêmes représentent un coût additionnel. Les ménages doivent compter avec 2-3000 CFA pour le coût de transport à la case ou CSI plus proche. Pendant les enquêtes ménages aussi, les ménages ont cité la vente des biens productifs comme la volaille pour pouvoir couvrir les dépenses de la consultation et le transport.

Figure 4. Comparaison des dépenses du ménage pendant la période de soudure (juillet) et la saison sèche (fin février/mars) pour chaque groupe socio-économique des 15 villages de l'étude

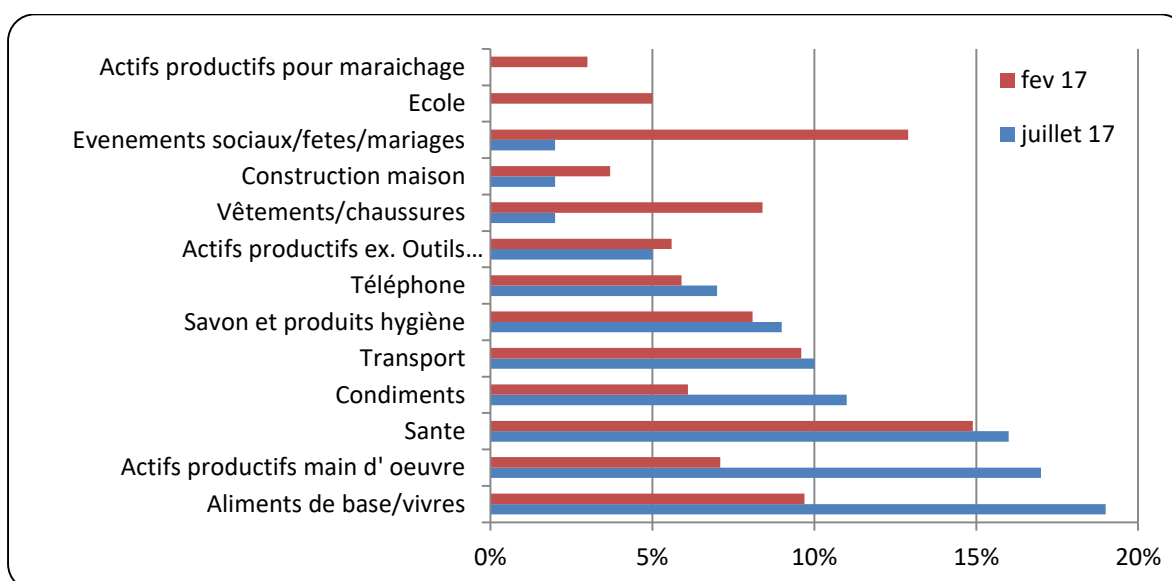
Source : Groupes Focaux dans 7 des 15 villages



Ménages Moyens



Ménages Aisées



Le transport est une dépense pour aller au marché aussi. Les «aisés» ont leurs moyens de transport et les «aisés» et les moyens souvent ont une mototaxi qui génère des revenus additionnels pour le ménage. Les pauvres et très pauvres se déplacent en charrue ou à pied, et seulement en mototaxi ou véhicule en cas exceptionnelle. La mobilité est un facteur qui différencié les groupes socio-économiques, et permet aux moyens et «aisés» de participer dans les activités du marché plus que les autres.

On note des dépenses pour les vêtements dans tous les groupes socio-économiques, majoritairement dû au fait que l'étude a eu lieu juste après la fête de fin de Ramadan, quand plusieurs ménages investissent dans des vêtements. Cette dépense change de mois chaque année et cette année a dû être difficile pour les ménages déjà en période de soudure. Lie aux dépenses pour des événements sociaux, on note que le mois de février est souvent le mois des mariages dans le village. Cette dépense est très importante et les entretiens avec les villageois ont démontré que les ménages sont prêts à s'endetter et vendre leur récolte de l'année pour assurer un mariage. Dans cette société polygame, prendre une deuxième femme est un signe important de richesse, même si elle entraîne des dettes.

Finalement on note que la capacité de dépenser pour investir dans des biens productifs et seulement chez les moyens et «aisés». La coutume d'embaucher du travail journalier pour le travail de champs permet aux moyens et pauvres de passer leur temps à d'autres activités génératrices de revenus, pendant que les pauvres et très pauvres travaillent pour assurer la récolte des moyens et «aisés».

9.4. La sécurité économique du ménage par groupe socio-économique

L'étude de référence a été réalisée pendant le mois de juillet, qui représente le début de la saison de soudure dans les villages. Les pluies arrivent et le travail champêtre est nécessaire pour accompagner l'évolution du mil et assure la récolte. Souvent en juillet les stocks sont vides et les ménages dépendent de l'arche pour leurs vivres. Les prix du marché commencent à augmenter et ceci pénalise à celui qui doit acheter dans le village même chez les boutiquiers ou qui doit faire du troc avec un voisin. Ceux qui peuvent aller au marché le plus proche peuvent avoir un meilleur prix, ou vendre encore une volaille ou main d'œuvre pour acheter du mil.

Dans les villages qui ont mis en place des banques céréalieres, les ménages commencent l'achat de ce mil à un prix plus bas que celui du marché. Ceci permet une économie. Comparer les données de juillet permet différencier les ménages qui ont des sources de revenus et stratégies de survie qui fonctionnent pendant la soudure et les ménages qui ne réussissent pas trop à se nourrir et couvrir ses besoins principaux.

Le panier alimentaire hebdomadaire pour un ménage de 7 personnes dans le période de soudure pour les différents groupes socio-économiques

L'analyse du panier alimentaire pour cette étude a été effectuée pour mieux comprendre le pouvoir d'achat des villageois de la commune de Kiéché pendant la période de soudure, vu que la population dépende largement de l'achat pour couvrir ses besoins en aliments. Les autres sources d'aliments comme les stocks de production, la cueillette de feuilles vertes et fruits et espèces sauvages et la nourriture contre le travail ont été explorées pendant les discussions de groupe focaux.

Les résultats de la composition des trois paniers alimentaires sont détaillés dans la figure 5.

Figure 5. Le panier hebdomadaire d'achats au marché en temps de soudure par groupe socio-économique pour un ménage de 7 personnes – commune de Kiéché juillet 2017

MENAGE PAUVRE/ TRES PAUVRE			
Denrée		Unité mesure	Quantité
Céréales	Mil grain	kg	7.5
Condiments pour la sauce	Soumbala/Kalwa	unités	3
	Tourteau	tas	2
	Huile	litre	0.5
	Sel	tia	0.5
Cout total: 3.400 FCFA			

MENAGE MOYEN			
Denrée		Unité mesure	Quantité
Céréales de base et tubercules	Mil grain	kg	6
	Mais grain	kg	6
	Riz	kg	6
	Manioc farine	kg	12.5
Légumineuses et noix	Niébé	kg	3
Légumes et feuilles sèches	Baobab	tia	0.5
	Moringa	tia	0.5
	Gombo	tia	0.5
	Oignons	tia	0.5
	Poivron	sachet	7
	Tomates sèches	sachet	7
	Ail	sachet	1
	Soumbala/Kalwa	unités	21
Condiments pour la sauce	Tourteau	tas	1
	Tomate concentré	boite	7
	Cube	cubes	7
	Huile	litre	1
	Sel	tia	0.5
	Lait vache	tasses	5
	Sucre	kg	1
	The	paquet	1
Cout total: 16.371 FCFA			

MENAGE «AISE»			
Denrée		Unité mesure	Quantité
Céréales de base et tubercules	Mil grain	kg	33
	Mais grain	kg	17
	Riz	kg	6
	Manioc farine	kg	15
Légumineuses et noix	Niébé	kg	4
Légumes et feuilles sèches	Yodo	tia	0.33
	Baobab	tia	0.33
	Moringa	tia	0.33
	Gombo	tia	0.33
	Oignons	tia	0.33
	Poivron	sachet	15
	Tomates sèches	sachet	5
	Ail	sachet	2
Condiments pour la sauce	Soumbala/Kalwa	unités	28
	Tourteau	tas	1
	Sésame	sachet	1
	Tomate concentré	boite	10
	Cube	cubes	10
	Piment	tia	0.5
	Huile	litre	1
	Sel	tia	1
	Viande	lump sum	1
	Sucre	kg	2
	The	paquet	1
Cout total: 28.650 FCFA			

9.5. Le Score de Consommation Alimentaire par groupe socio-économique

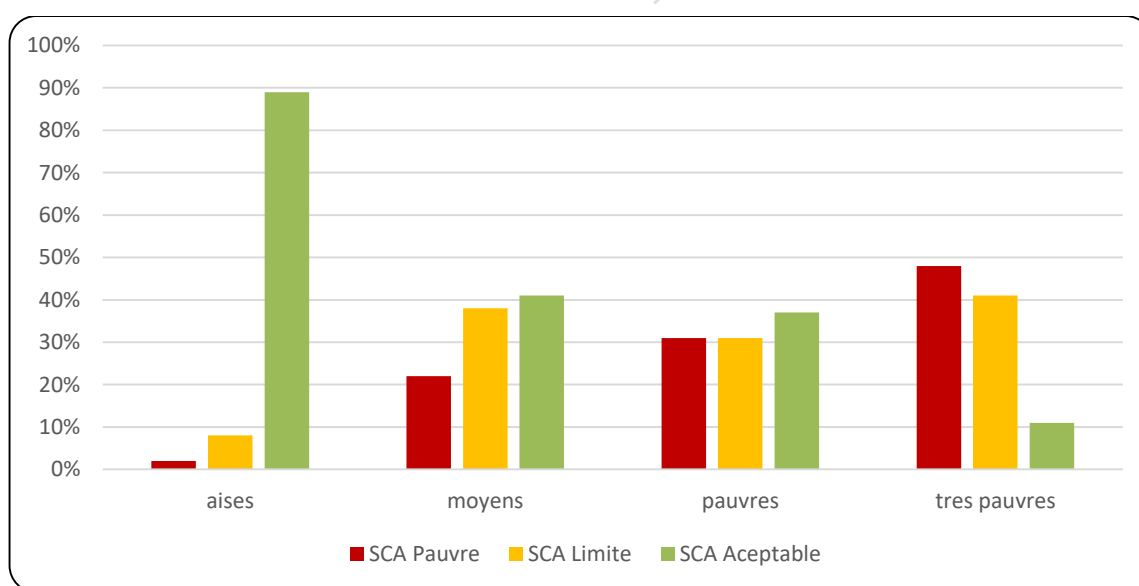
Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) est une mesure de sécurité alimentaire qui mesure l'accès à l'alimentation du ménage en quantifiant les catégories d'aliments consommés par les membres du ménage pendant 7 jours. L'unité de mesure est le ménage et ne pas l'individu, qui veut dire que le SCA n'est pas un indicateur de nutrition (voir Annexe 13 pour des détails). Le SCA permet d'analyser si l'alimentation du ménage est adéquate selon 8 groupes d'aliment, qui sont classifiés par leur apport nutritionnel relatif et selon la fréquence que chaque aliment est consommé.

La source des aliments consommés pendant les derniers 7 jours ont été demandé aussi, et plus de 80% des aliments consommés en ce moment par les ménages enquêtés sont achetés sur le marché. Le stock personnel ne figure presque pas. En ce moment il n'y a pas de produits frais de maraichage et les fruits sont limités à des oranges et pastèques, et les fruits sauvages « *kolodia* » (*fruit du palmier doum*). Les ménages pauvres on cite la cueillette, les dons/la mendicité et le troc comme source d'aliment, et visiblement achètent moins sur le marché. Les résultats sont exposés dans la figure 6.

Les seuils pour les 3 catégories du SCA :

Score de consommation alimentaire (SCA)	Interprétation
SCA Pauvre	<21
SCA Limite	21.5-35
SCA Acceptable	>35

Figure 6. Comparaison du Score de Consommation Alimentaire par groupe socio-économique dans les 15 villages pendant le mois de soudure– Juillet 2017



Source : 216 enquêtes ménage

On note que le SCA varie selon les groupes socio-économiques. 90% des ménages «aisés» ont un SCA acceptable en comparaison avec 41% pour les moyens, 38% pour les pauvres et 11% pour les très pauvres. Le SCA acceptable diminue selon le niveau socio-économique. La relation est inverse pour le SCA pauvre – avec presque la moitié des ménages très pauvres avec un SCA pauvre. Le SCA semble confirmer le pouvoir d'achat des aliments des ménages pendant le mois de soudure, quand on croise avec les sources des aliments consommés les derniers 7 jours – la plupart des répondants on cite le marché pour les denrées, sauf les pauvres et très pauvres qui ont aussi cite la cueillette et les dons (y compris la nourriture contre le travail).

Les ménages «aisés» consomment régulièrement le mil, sorgho et maïs et même des tubercules s'ils se déplacent au marché. Ils consomment des légumineuses deux ou trois fois par semaine, un produit cher en ce moment, et achètent des légumes et feuilles vertes ; les fruits sont plus rares. Ils consomment la viande, les œufs et le lait, mais seulement 4 ménages ont dit de consommer le poisson sec. Le SDA ne permet pas de vérifier qui dans le ménage mange quoi, mais la viande semble être réservée aux hommes et les œufs aux enfants pendant les mois de soudure. Le lait de vache est le lait de préférence. Ils achètent des feuilles d'oignon, piments et tomates secs, ou le gombo sec, ou le niébé et font la sauce avec l'huile et aromes.

Les ménages moyens et pauvres ont une alimentation très monotone avec le mil comme base avec des condiments. Les enquêtes ménage ont découvert que plusieurs ménages ont consommé que du mil avec du sel. Par contre la boule était consommée souvent pas les ménages. Ces repas sont pauvres en diversité en quant à fruits, légumes et viandes ou œufs. Ils font la sauce avec l'huile et des feuilles vertes de la cueillette et combinent les aromes. Les ménages très pauvres consomment le mil avec le sel et le <oumbala> ou le <tourtou d'arachide>, une épice locale qui donne du goût aux plats, ils achètent rarement des autres condiments pour la sauce. Par contre, il est possible que les ménages pauvres et très pauvres qui ont travaillé contre la nourriture la veille, aient consommé la farine de manioc, ou le niébé, car la nourriture fournie par les «aisés» et moyens qui embauchent la main d'œuvre pour le travail des champs, est nourrissante. Une autre source d'aliments est le troc, les ménages pauvres et très pauvres peuvent échanger une louche de mil pour une louche de lait pour préparer la boule pour le petit déjeuner. C'est une petite quantité, mais le lait aigre est une denrée importante dans le plat local.

SCA par groupe socio-économique

SCA « aisés »		N :37
acceptable	89%	33
limite	8%	3
pauvre	2%	1

SCA « Pauvres »		N :54
acceptable	37%	20
limite	31%	17
pauvre	31%	17

SCA « Moyens »		N :79
acceptable	41%	32
limite	38%	30
pauvre	22%	17

SCA « Très Pauvres »		N :46
acceptable	11%	5
limite	41%	19
pauvre	48%	22

Source : 216 enquêtes ménage

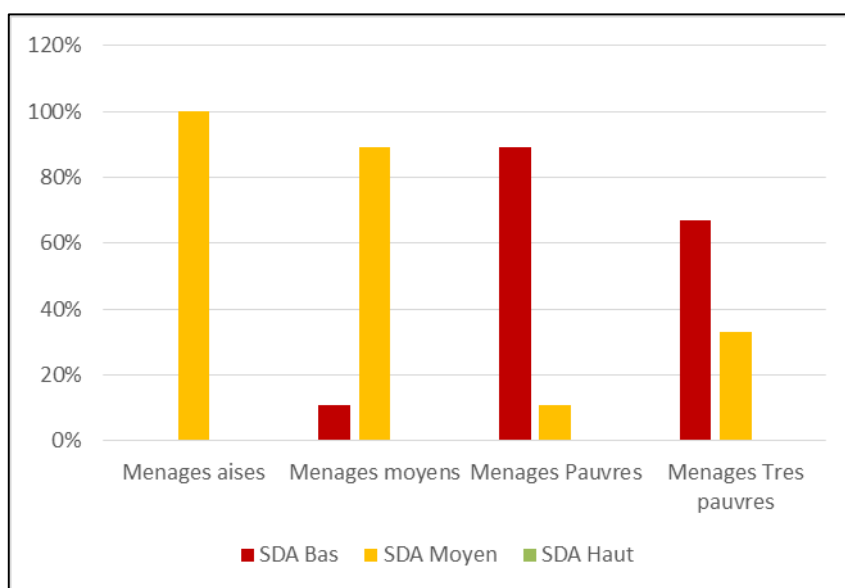
9.6. Le Score de Diversité Alimentaire par groupe socio-économique

Le Score de Diversité alimentaire (SDA) est une mesure de sécurité alimentaire qui mesure la variété ou la diversité des aliments consommés par les membres d'un ménage pendant 24 heures. L'unité de mesure est le ménage et pas l'individu, ce qui veut dire que le SDA n'est pas un indicateur de nutrition (voir Annexe 13 pour des détails). Le SDA permet d'analyser la qualité de l'alimentation du ménage selon 12 groupes d'aliments. Les résultats de la classification du SDA pour les 216 ménages enquêtés sont exposés dans la figure 7.

Les seuils pour les 3 catégories du SDA :

Score de diversité alimentaire (SDA)	Interprétation
SDA Bas	<= 3
SDA Moyen	3 - 4
SDA Haut	>=6

Figure 7. Comparaison du Score de Diversité Alimentaire par groupe socio-économique dans les 15 villages pendant le mois de soudure– juillet 2017



Source : 216 enquêtes ménage

Au regard du graphique ci-dessus, on note qu'aucun des groupes socio-économiques à un SDA haut pendant la période de soudure, même pas les ménages «aisés». Le SDA haut a besoin d'une diversité alimentaire de 6 groupes d'aliments. Ce résultat démontre la monotonie de l'alimentation des ménages pendant la période de soudure. On observe une relation inverse entre le groupe socio-économique et le SDA, avec les pauvres et les très pauvres classifiés, pour la plupart, comme ayant un SDA pauvre (67-89%) et les ménages «aisés» et moyens classés avec un SDA moyen (89-100%). On note également que le SDA des ménages très pauvres semble être mieux que celui des pauvres, ceci est en partie dû au fait qu'un membre du ménage des très pauvres a souvent travaillé contre de la nourriture le jour avant l'enquête ménage contribuant à sa diversité alimentaire. Ceci n'est vrai que par le membre du ménage qui a travaillé contre la nourriture, pas par tous. Les ménages consomment la boule le matin, avec ou sans sucre, et le lait de vache selon le pouvoir d'achat. Il ne font qu'un ou deux repas par jour basé sur la pâte de mil ou le maïs, accompagné par une sauce. La qualité de la sauce varie avec le pouvoir d'achat et la source d'aliments.

SDA par groupe socio-économique

SDA «Aisés »		N :37
haut	0%	0
moyen	100%	37
bas	0%	0

SDA « Pauvres »		N :54
haut	0%	0
moyen	89%	48
bas	11%	6

SDA « Moyens »		N :79
haut	0%	0
moyen	89%	70
bas	11%	9

SDA « Très Pauvres »		N :46
haut	0%	0
moyen	33%	15
bas	67%	31

Source : 216 enquêtes ménage

10. L'accès et pratiques aux services de santé des villages

Quatre techniques ont été utilisées pour la collecte des données sur l'accès et les pratiques de santé, nutrition, eau et assainissement ; ces techniques sont intégrées dans l'approche HES avec des approches qualitatives et quantitatives :

- Les entretiens semi-dirigés avec les informants clés - agents de santé (DS et CSI) et relais communautaires dans les villages.
- Les discussions de groupes avec des mères du village (12 sur 15 villages)
- Les enquêtes ménages
- L'observation active et passive du comportement et des caractéristiques des enquêtés, permettant également de vérifier certains renseignements recueillis.

Les agents de santé sont les responsables des CSI ou les responsables des services chargés des différentes activités au sein des CSI. Ils sont également les 1ers contacts des partenaires du ministère de la santé sur le terrain.

Les relais communautaires sont issus des couches de la population des communautés et collaborent avec les agents de santé (appui) pour faciliter la communication entre ces derniers et les populations couvertes par l'aire de santé. Ils sont également en charge de certaines tâches.

Les mères d'enfants des villages (y compris les femmes enceintes) sont en grande majorité la population cible des formations sanitaires et des actions menées par les relais pour percevoir le changement apporté par ces actions sur leurs conditions de vie et par conséquent leurs moyens d'existence à travers l'augmentation ou la réduction des coûts des soins de santé du ménage.

10.1. Le système de santé

Le système de santé est basé sur une bonne organisation à tous les niveaux du district, ce qui est illustré par une bonne couverture sanitaire assurée par deux CSI et 3 cases de santé dans la zone d'étude, réduisant ainsi les temps et la distance pour accéder à des soins de santé de qualité pour les premiers bénéficiaires que sont les femmes et les enfants. La gratuité des soins pour les enfants de 0-5 ans et les services gratuits pour les femmes enceintes mis en place par l'Etat sont à saluer, y compris les sorties foraines et cliniques mobiles organisées pour aller à la rencontre des populations éloignées et leurs apporter les soins de qualité à proximité. On constate la bonne coordination des activités de santé entre les différents services techniques étatiques en générale - le MSP en particulier et les partenaires intervenant dans le secteur de la santé dans la zone d'étude (CR, CRS, WV, HKI).

10.1.1. Les maladies les plus fréquentes

Les maladies les plus fréquentes dans les villages visités sont le paludisme, les infections respiratoires, les diarrhées et la malnutrition ; elles touchent particulièrement les enfants de 2-59 mois pour les trois premières et les 6-59 mois pour la malnutrition. On rencontre aussi dans certains villages des cas de maux de ventre chez les adultes. Les diarrhées seraient dues à l'insuffisance de l'hygiène et assainissement des ménages car la plupart des ménages visités ne disposent pas de latrine familiale adaptée. Le paludisme est la conséquence de manque de moustiquaire ou leur sous utilisation, surtout en saison pluvieuse. La malnutrition est certainement la résultante entre la fréquence des diarrhées non prise en charge et une alimentation inadéquate chez l'enfant. Un accent doit être mis entre la malnutrition et les maladies diarrhéiques et paludisme pendant les séances de sensibilisation.

10.1.2. La couverture sanitaire et services de santé

Les 15 villages cibles de l'étude disposent de CSI (Kiéché et Bakin Tapki) dans l'aire de santé, et seulement trois ont des cases de santé (Rey-Rey, Makoissa et Masobi). Tous les villages visités ont au

moins un relais communautaires ou volontaire (mis en place par World Vision, HKI ou la Croix-Rouge). Ces relais communautaires ont pour rôle de traiter les cas de paludisme si TDR positif, les infections respiratoires, les diarrhées ; de sensibiliser en matière de santé nutrition ; dépister/référer les cas d'enfants malnutris, ainsi que d'appuyer les activités des centres de santé (Toise, pesée, distribution de ration, démonstration culinaire et tenue des registres Centre de Récupération et d'Education Nutritionnel - CREN). Les maladies telles que le paludisme et les diarrhées sont les causes principales de la malnutrition en saison de pluie, période pendant laquelle on enregistre plus de cas selon les relais et les agents de santé interviewés, contrairement à la saison sèche où la malnutrition a pour cause la «mauvaise» alimentation et la diarrhée est due à un manque d'hygiène.

Le CSI de Kiéché dispose d'une salle d'accouchement avec une seule table, don de la Croix-Rouge et sans suite d'accouchement ou salle de repos. Les mères et leurs nouveau-nés doivent rester en observation sous les arbres en attendant la construction de la maternité dont le chantier est en arrêt. Il n'y a pas non plus de sage-femme. Il existe des antipaludéens mais pas de TDR disponible.. Les activités CREN y sont menées par les volontaires Croix-Rouge.

Le CSI de Bakin Tapki compte 2 agents de santé, pas de sage-femme, une petite salle sert de salle d'accouchement et une autre comme suite d'accouchement avec 2 lits. Si 3 femmes accouchent en même temps, l'une doit aller sous un arbre.

Malgré la gratuité des soins pour les enfants de 0-5 ans, les coûts de soins de santé sont élevés selon les femmes à cause du transport et des ordonnances médicales en cas de manque des médicaments prescrits au niveau du centre de santé.

10.2. Les pratiques d'alimentation chez le nourrisson et jeune enfant

Les entretiens avec les mères ont fait ressortir le fait que celles-ci connaissent de manière générale le 1^{er} aliment du nouveau-né ; cependant elles confondent et ne maîtrisent pas bien le sens de l'allaitement maternel exclusif car elles pensent qu'il faut en plus donner de l'eau et du jus d'orange. L'allaitement maternel exclusif pour elles signifie : pas de bouillie ou autre aliment avant les 6 premiers mois de l'enfant. Certaines mères comprennent l'AME jusqu'à six (6) mois mais pensent qu'il faut donner d'autres aliments avant les 6 mois si la mère manque de lait. La bouillie, qu'elle soit à base de céréale cuite ou enrichie, est l'alimentation introduite en premier par toutes les mères. Cependant l'âge de l'introduction varie de 3 à 7 mois selon les réponses données par les mères.

Des femmes des 216 ménages enquêtés, plus de 95% affirment qu'elles savent ce qu'est la malnutrition et peuvent citer un à trois signes. Les principaux signes qu'elles définissent, de par l'observation chez l'enfant sont : l'amaigrissement, le gros ventre, les cheveux roux, la diarrhée et les vomissements. La maigreur est le signe le plus connu des mères. Quelques rares femmes reconnaissent les œdèmes comme un signe de la malnutrition. Ceci est probablement dû à la forte sensibilisation d'acteurs sanitaires dans la région qui appuie la direction de santé, et assurent la continuité des relais communautaires et activités dans les villages.

Pour toutes les mères, la bonne alimentation de l'enfant est la meilleure méthode de prévention de la malnutrition ; certaines ajoutent que la mère doit bien s'occuper de l'enfant (le porter toujours avec elles, donner des œufs, du foie, des légumes etc.) ; des questions plus poussées ont cependant permis de comprendre que la pratique est difficile par manque de moyens. Ces connaissances ont été acquises suite aux séances de sensibilisation animées dans les villages par les relais communautaires ou dans les centres de santé lors des consultations. Des conseils reçus en matière de nutrition, l'importance de l'allaitement et la bonne alimentation ont été les plus cités par les mères. Quelques

femmes seulement savent que les consultations nourrissons régulières au centre de santé et les consultations au moindre signe de maladie peuvent prévenir la malnutrition chez l'enfant.

Un travail de sensibilisation doit être fait chez les mères pour lier la connaissance et la pratique. En effet, même si les mères connaissent certaines pratiques alimentaires qui permettent d'éviter la malnutrition, elles ne l'appliquent pas toujours, le justifiant par le manque de moyens. Il faut donc mettre l'accent sur l'utilisation des aliments locaux pour la prévention de la malnutrition ou même la prise en charge de la malnutrition. De même un accent doit être mis sur l'hygiène et assainissement même si certaines mères arrivent à faire le lien entre les diarrhées et le manque d'hygiène ou la consommation d'eau non potable.

10.3. La santé reproductive des femmes

Pour les femmes interrogées, la femme doit aller régulièrement en consultations pré et post natales pour le suivi de leur grossesse, de son état de santé et celui du bébé, mais aussi de ne pas accoucher à la maison et faire les vaccinations de son enfant. Ces consultations permettent également de détecter si l'enfant souffre ou non de malnutrition ou une autre maladie et de le prendre en charge le cas échéant. Cependant, malgré la connaissance des avantages des consultations régulières, certaines femmes se disent contraintes de manquer les visites à cause de l'éloignement et la cherté des moyens de transport ou encore la peur de ne pas pouvoir payer les frais relatifs aux ordonnances médicales.

Nous avons constaté que les matrones ont un rôle important d'assistance aux femmes en travail et aux agents de santé car elles accompagnent le plus souvent ces femmes au centre de santé et nettoient le bébé et le linge après accouchement, constituant ainsi le premier support social pour la femme en travail dans ce processus. Ces matrones ont bénéficié de séances de renforcement de capacités de la part des agents de santé pour ne plus faire d'accouchements à domicile et accompagner les femmes dans les centres de santé. Cependant, malgré ces mesures d'accompagnement des femmes, les cas d'accouchements à domicile sont toujours une réalité. La cause principale selon les femmes est l'éloignement et le temps de travail qui ne dure pas chez certaines.

Les femmes ont presque toutes des connaissances sur les méthodes de contraception appelées communément « Houty » car partout on cite les mêmes méthodes à savoir le Jadel (implant), l'injection et la pilule contraceptive. Les jeunes mères affirment en majorité ne pas utiliser de contraception car elles sont selon elles à leur 1er ou 2eme enfant et par conséquent la contraception est réservée à celles qui ont plusieurs enfants. Il est ici important de sensibiliser ces jeunes mères sur l'importance de la contraception sur leur santé et celle de leurs nouveau-nés. Cependant dans certains villages qui ont bénéficié de beaucoup de sensibilisations, des jeunes mères affirment pratiquer la contraception pour permettre à la maman de se reposer et bien allaiter son enfant pour lui éviter d'être confronté à la malnutrition. Les femmes utilisent beaucoup la contraception de longue durée (Jadel), jugée plus efficace en évitant les oublis. Il y a encore quelques rares cas de femmes qui utilisent les méthodes traditionnelles comme le « Karho » ou encore le « Laya » dont l'efficacité est mise en doute chez les nouvelles générations.

Les besoins exprimés de renforcement de capacités sanitaires sont surtout la création de case de santé dans les villages qui n'en ont pas, afin de réduire le déplacement et diminuer l'impact négatif sur la régularité des visites en consultations sanitaires. Dans les villages qui ont un centre de santé, les femmes amènent leurs enfants en consultation sanitaire même dans l'après-midi, réduisant ainsi la journée au champ. Si la case n'existait pas, les mères auraient continué les travaux champêtres au détriment de la maladie du bébé, voire le laisser à la maison avec une autre mère, mettant ainsi la

priorité sur la production agricole plutôt que le déplacement vers un village ayant un centre de santé, sauf en cas d'urgence.

Les besoins en terme d'hygiène et assainissement sont aussi exprimés par les femmes à travers un appui en matériels et une redynamisation des structures féminines d'entre-aide mutuelle. Il y a aussi la création et/ou le renforcement des AGR pour certains villages, dans le but de permettre aux femmes d'accéder à des revenus et aux crédits féminins pour prendre en charge les soins de santé et éviter ainsi la vente des stocks de productions alimentaires déjà en quantité insuffisante au fond du grenier. Le besoin de recyclage et de motivation des relais communautaires est aussi désigné comme très positif en faveur de changement de comportement de la femme en matière de santé/nutrition. Il y a en effet une différence entre les villages où les relais sortent pour sensibiliser et les villages où les relais ne donnent que des soins. Pour preuve, dans les villages dits « anciens » où la Croix-Rouge est intervenue, les connaissances des femmes en santénutrition et santé de la reproduction sont bien meilleures par rapport aux villages « nouveaux » où un travail supplémentaire de sensibilisation devra être fait pour corriger les insuffisances observées. Cependant dans presque tous les villages visités, les mères n'arrivent pas à faire le lien entre l'importance des consultations pré et post-natales et la prévention de la malnutrition, ce qui implique qu'un travail doit être fait dans ce sens.

Les discussions en focus groupes ont mis en lumière que la santé est une dépense importante pour tous les groupes socio-économiques. Les ménages doivent vendre leurs biens pour couvrir les couts en santé, et c'est souvent les femmes qui priorisent cette dépense dans le ménages.

10.4. L' eau

Les discussions en focus groupes ont confirmé que les dépenses pour l' accès à l'eau potable sont accessibles pour les ménages. Par contre, l'eau pour le maraîchage représente un coût difficile à couvrir.

Les principales sources d'eau au niveau de tous les villages sont les puits villageois, les forages, un château à Bakarkassa et un autre dans le village de Kiéché (construit par le Projet PAC2 en 2004). Les villages de Garin Beïdou, Bado, Mazoubi, Dogon Gao et Garin Guéro, possèdent des puits uniquement. Certains villages ont cependant plusieurs sources d'eau comme Bakin qui a plus des 6 puits villageois, possède 27 forages et le village de Kiéché qui possède 10 puits villageois, 10 forages et 41 pompes.

Sur les 15 visités lors de l'enquête, seuls 2 villages, Dogon Gao et Garin Guéro ne disposent pas de comité de gestion des points d'eau (COGPE). Pour ces 2 villages, il existe néanmoins des volontaires qui s'occupent de la salubrité de ces points d'eau.

Dans les 13 autres villages, tous les Comités sont fonctionnels. Les comités des villages de la phase pilote sont aussi plus fonctionnels que les nouveaux villages.

Au sein des villages, l'eau des puits n'est pas payante, contrairement à l'utilisation des forages et du château. Le bidon de 25 L coûte 15 Fcfa et le bidon de 50 L 25 Fcfa. Le problème principal rencontré avec les forages sont les pannes et les délais de réparation.

Les quelques maladies liées à l'eau se manifestent par des maux de ventres, des vomissements, des diarrhées et des cas de paludisme, de par l'existence de mares aux alentours des villages et des flaques d'eau en saison des pluies.

Au niveau de tous les villages l'eau des puits est généralement traitée avant la consommation, mais pas celle des forages et des châteaux, car elle semble de bonne qualité.

La méthode de traitement est presque la même au niveau de tous les villages. Il s'agit:

- De filtrage avec un linge propre. Le linge est attaché au récipient qui doit recevoir l'eau à partir de la puisette et on verse l'eau qui passe par le linge. Cette méthode permet de récupérer tous les débris physiques impropres à la consommation.
- Du traitement par ajout de comprimés comme les "aquatabs" qui filtrent l'eau. Selon un dosage calculé, on met quelques comprimés d'aquatab dans le récipient contenant l'eau et on laisse décanté pendant quelques heures.
- Traitement de l'eau par ébullition. L'eau est chauffée avant à une température raisonnable pendant un certain temps.

Au niveau des puits où l'eau n'est pas payante, en cas de problèmes ou de panne, les communautés s'organisent par des systèmes de cotisations libres pour réparer les pannes ou les problèmes. Ceci a été confirmé pendant les focus groupes car l'eau ne représente pas une dépense régulière pour les ménages. Au niveau du Garin Guéro, quelques années avant les ménages prenaient une assurance pour la réparation de toutes pannes au niveau des puits à 20 000 Fcfa par an. Mais depuis quelques années, la structure qui subventionne cette assurance à plier bagages et maintenant les communautés font recours aux cotisations pour toute réparations.

De façon générale, les 7 villages dans le projet pilote de la CRN ont moins de problèmes d'eau que les 8 villages de la deuxième phase du projet en 2017. Certains villages comme Birey avec 2 puits et 1 forage, et Kwonkorindo avec un puits et 1 forage, sont par exemple des villages qui ont de sérieux problèmes d'eau, les puits se tarissant vite, surtout en saison sèche et les forages tombent souvent en panne.

L'eau est accessible pour les toutes les couches sociales des villages. Les «aisés» et les « Moyens » utilisent majoritairement les forages et le château, alors que les catégories Pauvres et Très Pauvres s'approvisionnent aux puits (gratuits) . Mais en cas de panne des forages, y compris les «aisés» et les moyens utilisent l'eau des puits.

Les enquêtes ménages fournissent des informations sur la source d'eau la plus proche pendant la saison de pluies et la saison sèche, ainsi que des observations sur l'assainissement au sein des ménages. Ces données peuvent être analysées et exploitées pour une meilleure triangulation.

10.5. L'assainissement

Les visites dans les 15 villages ont mis en évidence que l'environnement sanitaire des villages est encore précaire. Malgré la présence des puits améliorés et de forages pour l'eau potable, ces derniers ne semblent pas être suffisants pour les besoins de la communauté. Les enquêtes ménage ont identifié que la source d'eau principale pour les ménages est un puit/forage, mais que l'eau des marres est utilisée pendant la saison de pluie. L'observation a confirmé des flaques d'eau stagnantes dans la moitié des villages, malgré l'existence de comités de gestion d'assainissement.

On note les problèmes d'hygiène et assainissement suivants dans la plupart de villages :

- Un manque de latrines et la défécation à l'air libre
- Les animaux vivent dans la cour des concessions à proximité avec les habitants et présence d'excréta animaux dans la cour.
- Une faible gestion des ordures, avec des déchets dans la cour, dans la rue et dans les champs
- Une faible connaissance des pratiques de compostage de la matière organique
- Une utilisation limitée des récipients d'eau potable avec couvercles

- Une utilisation trop faible et partielle des moustiquaires (donation d'une ONG)

11. Conclusion sur la sécurité alimentaire et les vulnérabilités des ménages

Cette étude a permis de recueillir des informations pour les 15 villages de la zone d'intervention du projet *d'amélioration de la résilience des populations vulnérables* par la CRN avec l'appui de la CRB. Cette étude a été réalisée pendant le mois de juillet, qui est un mois de travail champêtre et de soudure pour les villageois qui doivent encore attendre la récolte en octobre. L'étude a aidé à mieux comprendre les activités des ménages selon leur classification socio-économique, afin de mieux comprendre les sources de revenus et aliments des ménages, leurs stratégies de survie et leur vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire.

Les villages souffrent d'un manque de ressources pour maximiser l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les méthodes agricoles et d'élevage sont rustiques et ont besoin de beaucoup de main d'œuvre. La superficie de terres cultivables pour la plupart des villageois est insuffisante pour assurer une alimentation toute l'année et plusieurs activités doivent être mises en place pour combler la période creuse entre les récoltes. Le système de marché informel n'est pas favorable pour les villageois qui vendent à un prix bas et dépendent du marché pour se nourrir pendant la moitié de l'année. Ceci entraîne un cycle annuel d'endettement.

Cette année les prix du mil ont augmenté en comparaison avec le prix à cette période l'année dernière. Ceci a des conséquences sur tous les groupes socio-économiques et démontre une faible capacité des villageois à se protéger contre les fluctuations des prix du marché, même s'ils cultivent des produits de rente qui se vendent facilement et dans un tiers des villages, s'ils ont accès aux produits de maraîchage. L'analyse du SCA et SDA confirme le régime alimentaire monotone des ménages en temps de soudure et une grande différence entre les groupes socio-économiques.

L'élevage est une activité supplémentaire utilisant des méthodes rustiques, mais qui permet aux ménages «aisés» et moyens de générer des revenus pour pouvoir investir dans leurs moyens d'existence. Les pauvres et très pauvres se caractérisent par un manque de possibilité d'investissement dans leurs moyens d'existence et l'obligation de vivre au jour le jour. Ils dépendent fortement des opportunités de travail champêtre, la cueillette et l'artisanat dont les ménages moyens et «aisés» ont besoin. Ces activités leur permettent de rester dans le village et éviter l'exode définitif. Les ménages moyens qui ont complété leurs revenus avec les activités dans les mines d'or (en exode) ont souffert depuis la fermeture de mines, et cette année leurs ménages ont du vendre leurs biens et exercer des activités, en tant que travailleur agricole (travailler dans les champs des autres), activité généralement réservée aux ménages pauvres et très pauvres.

Les ménages le plus vulnérables dans les villages ont les caractéristiques suivantes :

- Dépendance au marché pour se nourrir pendant 6-8 mois de l'année
- Une alimentation monotone basée sur le mil et la sauce
- Nombre de bras valides limités dans le ménage
- Problèmes de santé
- Accès limité aux terres cultivables
- Manque de biens productifs
- Manque de moyens pour se déplacer
- Des maisons en paille avec des clôtures précaires ou inexistantes
- Manque de temps pour assister à la prise de décisions dans le village
- Souvent vivent en périphérie du village

- Souvent dépendent de l'aide des autres par manque d'accès au crédit
- Pouvoir d'achat réduit
- Souvent des personnes âgées et des femmes chefs de ménages

12. Recommandations

Suite à cette étude, les observations et recommandations suivantes sont dirigés à l'équipe de la CRN et CRB :

Analyse additionnelle :

1. Exploiter les données recueillis dans chaque village en créant des fiches par village avec toute l'information recueillie dans un format électronique facile d'accès.
2. Approfondir l'analyse de la base de données des enquêtes des ménages pour les volets eau, assainissement, santé et nutrition, et pour des comparaisons additionnelles entre groupes socio-économiques.
3. Créer un fichier avec les données secondaires de la zone d'intervention (suivant les directrices dans le guide HES) pour une meilleure compréhension de la zone. Y compris un suivi des prix des marchés des vivres et bétail qui permet d'analyser les fluctuations et les causes.

Collecte de données additionnelles :

4. Revisiter les données de rendement agricole dans les villages pendant les visites de suivi entre août et la période post-récolte pour mieux établir les rendements de parcelles selon l'utilisation des engrais, pesticides et semences améliorées.
5. Revisiter la liste des associations et groupements dans chaque village pendant les visites de suivi en élaborant une fiche de recueil de données qui permet de distinguer les acquis de chaque groupe.
6. Effectuer des visites de suivi dans les 15 villages en octobre pour collecter les informations sur le SCA pendant le mois post-récolte pour comparer avec le mois de juillet et février .
7. Vu les résultats très semblables du SDA entre les 4 groupes socio-économiques, il serait intéressant de répéter l'exercice pour comparer le mois d'octobre avec le mois de juillet et voir si l'on trouve des améliorations pendant la période post-récolte pour la population globale et pour chaque groupe socio-économique. Si les résultats ne démontrent pas de changements notables, il serait prudent de reconsidérer la validité de cet indicateur pour le projet.
8. Effectuer des visites de suivi dans les 15 villages en octobre pour faire des focus groupes avec les 3 groupes socio-économiques et collecter les informations sur les sources d'aliments, les sources de revenus et les dépenses pendant le mois post-récolte pour comparer avec les mois de juillet et février .

Lien additionnel:

9. Etablir un lien plus étroit avec les autres acteurs dans les villages pour une meilleure compréhension des activités et une possible planification conjointe pour l'appui aux relais.
10. Programmer des visites sur le terrain avec les partenaires étatiques du projet pour une meilleure appréciation des synergies entre les compétences techniques et les activités du projet.

Suivi :

11. Elaborer des outils de suivi de programme et un calendrier de suivi continu et itératif qui collecte les données nécessaires pour suivre les indicateurs du cadre logique du projet.
12. Elaborer une grille de sélection des bénéficiaires du projet qui prend en compte les descriptions des groupes socio-économiques de cette étude de base, et qui permet

- d'identifier quels capitaux des moyens d'existence sont renforcés par les activités CRN/CRB.
13. Augmenter la participation des femmes, des personnes âgées et assurer la présence équilibrée des membres de toutes les des groupes socio-économiques pendant les visites de suivi, et pas seulement auprès des autorités du village.
 14. Continuer avec la collecte de données qualitatives pendant les visites de suivi pour mieux maîtriser l'utilisation de questions ouvertes afin de les substituer aux questions fermées.

Recommandations à mi-parcours

15. Continuer le renforcement de capacités de la CRN dans les approches participatives et qualitatives et analyse itérative.
16. Utiliser les données des enquêtes de 2016 sur papier pour renforcer la saisie de données de façon électronique comme activité supplémentaire dans le programme.
17. Répliquer la méthodologie pour l'évaluation du Programme à mi-parcours (2019) sur base de l'étude de référence pour une comparaison. Simplifier l'enquête ménage vu le volume de données à saisir et à analyser, à moins que la capacité d'analyse quantitative soit renforcée pour faire ceci avec du personnel Croix-Rouge et ne pas externe.
18. Recruter les enquêteurs externes qui ont participé à l'étude de référence et coupler un enquêteur avec un membre de la CRN pour la collecte de données comme activité de renforcement de capacités de la CRN.

13. Annexes

1. Termes de référence de l'étude
2. CRN Carte de la commune de Kiéché - zone de l'étude
3. Description de la région de Dosso
4. Composition de l'équipe
5. Liste d'informants clés contactés pendant l'étude
6. Documents de référence
7. Caractéristiques des villages
8. Calendrier saisonnier
9. Outils de collecte de données primaires qualitatives
10. Questionnaire enquêtes ménages
11. Critères de sélection des ménages à enquêter selon leur classification socio-économique
12. Description rendement agricole
13. Appréciation de la mobilisation dans les 15 villages
14. Score de consommation alimentaire et score de diversité alimentaire
15. Exemple Horloge d'activité journalière en temps de soudure – homme et femme
16. Exemple cartographie